

Bachar el-Assad stürzen, aber zu wessen Gunsten ?

PRESSESCHAU #20

31. Dezember 2011 & 1. Jänner 2012

Beim Vorübergehen der Beobachter der arabischen Liga gab es mehrere Demonstrationen. Laut der anwesenden Journalisten waren es 3500 in Homs, die gegen das Regime marschierten und 100 000 Demonstranten, die das Regime unterstützten. Aber gemäß dem syrischen Observatorium der Menschenrechte, waren sie 250 000, die gegen das Regime demonstrierten und niemand dafür.

Zum Anlass des Neuen Jahres machten zahlreiche Medien die Bilanz des arabischen „Frühlings“. Während sich die westlichen Zeitungen über die entstehende Demokratie in Tunesien und Ägypten erfreuten, bedauern viele heute, dass der Sturz der Diktatoren in Wirklichkeit dem Totalitarismus der Muslimbrüder und Salafisten zu Gunsten kommt.

Eine genaue Einsicht zeigt, dass dieses Thema besonders stark von Israel und den USA nahestehenden Journalisten entwickelt wird. Es legt stillschweigend nahe, dass eine internationale Intervention für den Sturz von Präsident Bachar el-Assad – den gefallenen Präsidenten Ben Ali, Mubarak und Gaddafi gleichgestellt – ein Fehler wäre. Man sieht hier die klassische Haltung von Tel Aviv gegenüber Syrien, von Ariel Sharons Formel zusammengefasst: „Ich habe lieber den Teufel, den wir kennen, als den Engel, den wir nicht kennen“.

Syrie : les observateurs arabes tentent de sauver leur mission

Le chef de la délégation a promis de se montrer discret.

PIERRE PRIER

PROCHE-ORIENT Les observateurs arabes ont continué hier leur mission en Syrie, alors que des centaines de milliers de manifestants défilaient comme chaque vendredi. Au moins 16 civils ont été tués et plus de 40 blessés dans les villes où se sont rendus les enquêteurs de la Ligue arabe, Idleb, Hama, Homs et Deraa.

La mission n'a fait hier aucun commentaire sur son travail. Le général soudanais Mohammed al-Dabi, le chef de la mission, se serait engagé auprès de la Ligue arabe à ne plus faire de déclarations, après ses premiers mots calamiteux de mercredi. Rentrant d'une visite éclair à Homs, épice de la répression, le général y avait trouvé la situation « pas effrayante ».

Ces quelques mots résonnaient encore hier. Après la Chine, le satisfecit du général a été salué hier par la Russie, alliée du régime de Damas. « À en juger par les déclarations publiques faites par le chef de la mission, M. Dabi (...) la situation semble être rassurante », s'est réjoui Moscou.

Venant après les révélations sur le rôle de Mohammed al-Dabi dans la répression au Soudan, sa prise de position a au contraire jeté la consternation dans les rangs de l'opposition syrienne. Et aussi parmi les diplomates arabes qui comptaient sur cette première mission d'observation dans l'histoire de l'organisation pour effacer son image de « club de dictateurs ». Le choix de l'ancien chef des services de renseignement soudanais suscitait toujours hier la polémique au sein de la Ligue. La candidature du général aurait été fortement appuyée par le Qa-



Des membres de la mission d'observation, hier, dans un bâtiment officiel à Deraa. REUTERS/SANA/HANDOUT

tar, une nouvelle occasion de s'interroger sur la stratégie du petit émirat, qui a également soutenu des groupes islamistes radicaux en Libye. Même si ce n'était pas le but recherché, la présence à la tête de la délégation de cet observateur des droits de l'homme incongru à « plombé » les enquêteurs. Selon des sources dans l'entourage de la délégation, cer-

tains de ses membres se plaignent d'avoir été piégés dans une « mission politique ». Une partie d'entre eux aurait pris ses distances avec le général al-Dabi.

Des explications au Caire

Toutefois, les opposants syriens, comme la communauté internationale, tentaient hier de sauver l'opération de la Ligue arabe, après l'avoir violemment attaquée. Des explications ont eu lieu. Le président du Conseil national syrien (CNS), principal mouvement de l'opposition, a rencontré jeudi au Caire le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil al-Arabi. Le CNS ne demandait plus hier le remplacement du général. Ces conversations ne sont sans doute pas étrangères à la discrétion nouvelle du Soudanais.

L'opposition interne semble elle aussi vouloir laisser une chance aux observateurs. Le président de l'Observatoire syrien des droits de l'homme, Rami Ab-

del Rahmane, estimait hier qu'il « ne pouvait exprimer de jugement avant que les observateurs terminent leur mission ». Les combattants ont voulu eux aussi aider les enquêteurs. Le chef de l'Armée syrienne libre (ASL), qui regroupe des soldats déserteurs, a demandé hier à ses hommes de cesser de tirer sur les militaires loyalistes le temps de la mission arabe. Mais des affrontements armés ont tout de même éclaté, selon l'OSDH, entre militaires de Damas et déserteurs à Douma, un faubourg de Damas.

Quant à la communauté internationale, elle a également mis de l'eau dans son vin. La France a jugé hier « prématuré » de se prononcer sur ses résultats, tandis que les États-Unis estimaient que les observateurs « jouent un rôle à un certain niveau ». Ces derniers, au nombre de 50 jusqu'à présent, n'ont pas le travail facile. Entre autres ruses, le pouvoir change fréquemment les panneaux indiquant le nom des quartiers... ■

RAMI ABDEL RAHMANE
PRÉSIDENT DE L'OBSERVATOIRE
SYRIEN DES DROITS DE L'HOMME

« Cette mission est la seule lumière dans cette nuit sombre. La présence des observateurs à Homs a brisé la barrière de la peur. »



Libération (France)



Vendredi, à Hama. D'importantes manifestations ont aussi eu lieu dans plusieurs villes de province, notamment à Homs et à Idlib. PHOTO UGARITNEWS AP

En Syrie, l'ambiguë mission d'observation de la Ligue arabe

La présence des observateurs ne freine pas la répression du régime, mais elle encourage la population à manifester, toujours plus nombreuse.

Par HALA KODMANI

C'est seulement le 26 février que le Comité ministériel de la Ligue arabe devrait se réunir pour tirer les conclusions finales de la mission de ses observateurs en Syrie. Son constat d'échec ouvrirait alors la voie du recours au Conseil de sécurité de l'ONU qui commencerait à débattre d'une résolution pour mettre fin au bain de sang en Syrie. «On avait ainsi accordé au régime syrien plusieurs semaines de plus, avec quelques complémentaires», résume un diplomate arabe au Caire qui garde l'anonymat.

Entamée le 26 décembre, la mission des observateurs arabes est prévue pour durer un mois, renouvelable une fois si ses résultats ne sont pas concluants. Une évaluation hebdomadaire doit certes être faite sur la base des rapports des observateurs sur place, mais

«celle-ci n'aboutira à chaque fois qu'à une recommandation sur la nécessité de poursuivre la mission avec quelques ajustements cosmétiques au fur et à mesure», considère le diplomate désabusé.

HUIS CLOS. Cette chronique d'un fiasco annoncé pourrait-elle être bousculée, notamment après les centaines de milliers de manifestants qui ont envahi les rues lors du vendredi de la «Marche sur les places de la liberté», selon la formule adoptée par les révolutionnaires syriens? «Les manifestations ont été beaucoup plus importantes que d'habitude», note Rami Abdel-Rahmane de l'Observatoire syrien de droits de l'homme, les gens ont été enhardis par la présence des observateurs arabes. «Ces témoins qui ne voient rien», selon une banderole brandie dans un faubourg de Damas, reprenant le titre d'une célèbre pièce égyptienne, sont tout de même les premiers et les seuls regards exté-

rieurs portés sur la scène syrienne au dixième mois d'une confrontation à huis clos. «Ils pourront au moins noter que quand les chars et les forces de répression se retirent, même localement et ponctuellement de certaines zones, la protestation contre le régime se déchaîne», dit un manifestant. C'était d'ailleurs le pari du plan de sortie de crise adopté début novembre par la Ligue arabe : l'arrêt des violences, la libération des prisonniers. Et le retrait des forces armées des villes devant transformer le pays en place Tahrir envahie par des foules de contestataires auxquelles le régime de Bachar al-Assad ne pourrait survivre. Mais «le nombre ridicule des observateurs arabes», selon l'opposition qui en réclame «au moins 3 000» pour que leur mission soit efficace, compte tenu de l'étendue du territoire syrien et des ruses de la répression, rend leur tâche insignifiante. Une douzaine d'observateurs arrivés depuis lundi n'ont pas em-

pléché la répression de faire une vingtaine de morts par jour. Bien plus qu'escortés, ils sont «étranglés» par les services de sécurité du régime qui épient et écoutent leurs rares entretiens avec des opposants. Leur présence a peut-être même accru la violence dans la mesure où les manifestations se sont multipliées. «L'improvisation, l'inexpérience et l'absence totale de professionnalisme de la Ligue arabe sont évidentes à tous les niveaux, relève le diplomate déjà cité, regrettant que les diplomates comme les observateurs soient véritablement baladés par le régime syrien.»

Celui-ci a en effet réussi à imposer ses conditions en réduisant le nombre d'observateurs à 150 au lieu des 500 prévus au départ. En outre, ils arrivent en ordre dispersé et sans feuille de route. Hier, 28 observateurs se sont joints aux premiers et 40 nouveaux, originaires des pays du Golfe, doivent arriver dans les prochains jours. «Les pays arabes ont été sollicités à la dernière minute pour déléguer des représentants dans cette mission alors que le plan est là depuis des semaines», ajoute le diplomate.

REPÈRES



Le plan de sortie de crise de la Ligue arabe prévoit notamment l'arrêt des violences, la libération des détenus, le retrait de l'armée des villes et la libre circulation dans le pays pour les observateurs arabes comme pour la presse.

«La mission vient de démarrer. Il serait prématuré de nous prononcer déjà sur des résultats ou une issue.»

Bernard Valero porte-parole du quai d'Orsay vendredi

TOLLÉ. La crédibilité de la mission a aussi été entachée dès le départ par le choix de son chef, le général soudanais Mustapha al-Dabi, un fidèle du président Omar el-Bechir, lui-même inculpé par la Cour pénale internationale de crimes contre l'humanité et génocide pour les atrocités commises au Darfour. Proche du Qatar, où il a été ambassadeur de 2000 à 2004, il a fait partie des observateurs du cessez-le-feu au Darfour, obtenu grâce à une médiation qatarie. Ses premières déclarations jugeant la situation en Syrie «rassurante» ont provoqué un tollé et obligé le porte-parole de la Ligue arabe à rectifier le tir. L'ambassadeur Adnan Issa al-Khodeir, chef de l'unité d'opération de la Ligue arabe sur les observations, a déclaré à la presse qu'il y a eu malentendu sur les déclarations d'Al-Dabi: «rassurante» était la coopération avec les autorités syriennes et non la situation sur le terrain.

Reste que cette mission des observateurs arabes est l'étape obligée pour passer aux suivantes. Les pays occidentaux, dont la France, restent vigilants. Les appels successifs de Moscou au régime de Bachar al-Assad pour qu'il laisse les observateurs accomplir leur mission en toute liberté et à l'opposition pour qu'elle leur laisse leur chance avant de critiquer leur action, sont autant de signes de la nervosité russe. Une conclusion d'échec renverrait la crise devant l'ONU et ni la Russie ni la Chine ne pourront alors s'opposer à une résolution présentée par les pays arabes. ◀

Le Parisien (France)

Des observateurs bien encadrés

SYRIE. Des milliers d'opposants à Bachar al-Assad tentent de se faire entendre par les observateurs de la Ligue arabe, que le régime « balade » depuis quatre jours... loin des manifestations réprimées dans le sang.

Amves lundi à Damas, les 50 observateurs de la Ligue arabe n'ont pour l'instant pas vu grand-chose de la révolte populaire contre le régime de Bachar al-Assad et de la répression sanglante qui se poursuit chaque jour. Sévèrement encadrés par les services de sécurité syriens dont ils dépendent pour leur logistique comme pour leur moindre déplacement, ces observateurs semblent être « baladés » de ville en ville et jouer à cache-cache avec les opposants au régime, bien que des milliers d'entre eux soient à nouveau descendus dans la rue hier à Douma, dans la banlieue de Damas. Comme à Deraa, berceau de la contestation dans le sud du pays, ou encore dans la région d'Idlib, frontalière de la Turquie au nord-ouest du pays où plus de 250 000 personnes ont manifesté hier selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, qui dénombrait 32 civils tués pour la seule journée d'hier.

Comme le soulignait hier le porte-parole du Quai d'Orsay, Bernard Valero, il est évidemment « prématuré » de se prononcer sur les résultats de la mission des observateurs de la Ligue arabe, qui vient juste de commencer cette semaine, bien que leurs premiers pas et déclarations en Syrie aient pu surprendre, voire choquer. Dirigé de cette mission difficile, le



DERAA (SYRIE), JEUDI. Les observateurs de la Ligue arabe sont encadrés par les services de sécurité du régime et tenus à l'écart des manifestations.

général soudanais Mohammed al-Dabi avait ainsi maladroitement qualifié de « rassurante » sa visite mercredi à Homs (centre du pays), où plusieurs dizaines de milliers d'opposants étaient tenus à l'écart du passage de la délégation des observateurs par les forces de l'ordre.

« La mission des observateurs est la seule lumière dans cette nuit sombre. Leur présence à Homs a baissé la barrière de la peur », a cependant jugé Rami Abdel Rahmane, président de l'Observatoire syrien des droits de l'homme en soulignant lui aussi « ne pas vouloir exprimer de jugement avant que les observateurs terminent leur mission ».

130 civils auraient été tués depuis l'arrivée des observateurs

« Ce qui est important, c'est que les observateurs de la Ligue arabe doivent pouvoir établir tous les contacts qu'ils jugeront nécessaires afin de constater la mise en œuvre effective par les autorités » du plan de la Ligue arabe, explique le porte-parole du Quai d'Orsay en insistant sur les objectifs à atteindre au plus tôt : la fin de la répression, la libération des prisonniers politiques, le retrait de l'armée dans ses casernes et le libre accès au pays de la presse internationale.

Toutefois, on en est manifestement encore très loin, comme la journée d'hier vient encore d'en apporter la preuve. Selon les comités locaux de coordination, qui organisent la mobilisation anti-Assad dans tout le pays, « quelque 130 civils — dont 6 enfants — ont encore été tués » depuis l'arrivée des observateurs internationaux en Syrie.

BRUNO FANUCCHI

Le Journal du Dimanche (France)

Syrie Alors que la répression a fait plus de 5.000 morts, qui sont ces opposants que la France et les États-Unis ne reconnaissent pas ?

Seuls face à Bachar El-Assad

Garance Le Calne

Vendredi, des centaines de milliers de personnes ont encore manifesté contre le régime syrien. Bilan : au moins 32 nouvelles victimes de la répression, qui s'ajoutent aux quelque 5.000 relevées par les Nations unies. Le même jour, au Caire, le Conseil national syrien (CNS) et le Comité national de coordination pour le changement démocratique (CNCD) ont signé un projet d'accord sur la lutte et la transition politique. Tandis que la répression s'accroît et que les puissances occidentales excluent toute intervention militaire en Syrie, radiographie du mouvement qui, aux yeux du monde entier, tente d'incarner l'alternative au régime de Bachar El-Assad.

Qu'est-ce que le Conseil national syrien ?

Sa création a été annoncée le 2 octobre à Istanbul. Elle est le résultat d'une succession de réunions depuis fin avril pour regrouper tous les opposants, y compris les révolutionnaires de l'intérieur. Burhan Ghalioun, 66 ans, professeur de sociologie politique à la Sorbonne, exilé en France et considéré comme modéré, a été désigné président. Fort de quelque 220 membres, le Conseil représente sept factions : les comités locaux de coordination, qui organisent les manifestations sur le terrain ; les Frères musulmans, interdits en Syrie ; les partis de l'opposition laïque de la Déclaration de Damas ; des indépendants, des technocrates, les Kurdes et les tribus. « Pour préserver leur sécurité, les noms des membres des comités de l'intérieur sont évidemment gardés secrets, comme d'autres qui sont alaouites [la confession de la famille Assad] », précise Ignace Leverrier, ancien diplomate, auteur du blog « Un œil sur la Syrie ».

Comment fonctionne-t-il ?

Vaste plate-forme, il regroupe des personnes aux opinions différentes et tranchées. Jeunes/anciens, révolutionnaires de l'intérieur/opposants exilés, laïcs/islamistes... Leurs tiraillements



Vendredi, dans les rues de Adlib, des manifestants évacuent un homme blessé. Reuters

prêt forcément à la critique. « On n'a jamais demandé à une opposition d'être unie à 100 %, pour tant c'est ce qu'on nous demande. Même la résistance française n'était pas unie », rétorque Bassma Kodmani, porte-parole du CNS et membre du bureau exécutif. Le CNS apprend en marchant. Pas facile de travailler ensemble quand vous êtes dispersés entre les États-Unis, l'Europe, le monde arabe et l'intérieur de la Syrie. Pas facile de dialoguer. « Il n'y a pas de démocratie ni de vie politique en Syrie depuis quarante ans, justifie Imad Housari, membre du CNS et porte-parole



Burhan Ghalioun, président du CNS, lundi à Paris. AFP

role des comités locaux de coordination. On avait tendance à dire notre opinion sans écouter les autres, on apprend à échanger... »

Que propose-t-il ?

Garder la nature pacifique de la révolte, œuvrer pour un État civil, démocratique et pluraliste. Avec l'apparition de l'Armée syrienne libre et avec une répression de plus en plus féroce, il devient difficile de maintenir le cap d'une révolution totalement pacifique. Le 19 décembre, Burhan Ghalioun a menacé de « faire appel à des forces de dissuasion arabes. Nous avons besoin d'un usage de la force d'une manière limitée et dans des zones précises ». Si la Ligue arabe n'a pas les moyens de faire appliquer son plan de sortie de crise, Burhan Ghalioun demande qu'il soit adopté par l'ONU.

Qui le finance ?

Dans le jeu de recomposition des alliances régionales suite au « printemps arabe », le Qatar avance ses pions. À la tête du co-

mité interministériel de la Ligue arabe consacré à la Syrie, la monarchie du Golfe soutient les opposants. Politiquement et financièrement. À quelle hauteur ? Difficile de savoir. « Il ne faut pas croire que beaucoup d'États financent l'opposition. Certains courants au sein de CNS ont leurs propres sources de financement, comme les Frères musulmans depuis longtemps en exil », explique Thomas Pierret, chercheur en sciences politiques à l'université d'Édimbourg, auteur de *Baas et Islam en Syrie* (PUF).

Pourquoi n'est-il pas reconnu ?

Des hommes d'affaires syriens commencent à aider de manière anonyme. Des promesses ont été faites. Le CNS ne roule pas sur l'or. Pas encore de compte bancaire, pas de bureau ni de secrétaire. Certains membres n'ont pu se rendre au congrès de Tunis, mi-décembre, faute d'argent pour payer leur billet d'avion.

Seules les autorités libyennes ont reconnu le CNS. Côté français,

Marianne (France)

Syrie. Ouvrir les yeux

PAR JEAN-DOMINIQUE MERCHET

Le régime syrien de Bachar al-Assad est détestable. Faut-il pour autant ne trouver que des vertus à ses opposants ? C'est un travers contemporain que d'identifier d'abord le mal puis d'en conclure que tout ce qui s'y oppose est forcément le bien. Une telle paresse de la pensée est confortable : elle donne bonne conscience à peu de frais et évite d'avoir à comprendre des situations plus compliquées. Or, le journalisme doit justement tenter de les expliquer : ce n'est pas, chacun le sait, une science exacte, mais c'est un effort auquel il ne faut pas renoncer.

S'ils suscitent l'horreur, les événements qui se déroulent en Syrie ne déclenchent pas une frénésie de mobilisations et d'appels à faire cesser le massacre – les Nations unies parlent déjà de 5 000 morts. C'est que chacun comprend, plus ou moins intuitivement, que « *s'envoler vers l'Orient compliqué avec des idées simples* » conduit à la catastrophe. Et que, en la matière, la Syrie est plus proche de l'Irak que de la Tunisie ; c'est là tout le problème.

Soyons honnêtes : on ne sait pas, ou mal, ce qu'il se passe sur le terrain. Le drame se déroule quasi à huis clos. Les autorités de Damas interdisent aux journalistes d'y faire leur travail, sauf à reproduire la propagande officielle. Des reporters s'infiltrèrent grâce à « *des contrebandiers liés aux déserteurs* », selon un spécialiste, et rejoignent

ainsi les maquis de l'Armée syrienne libre. Paradoxalement, ils donnent une importance démesurée à ces rebelles armés, servant ainsi la cause du régime qui prétend combattre des terroristes, alors que le Conseil national syrien (les opposants) tient bon sur son refus de la violence.



Une manifestation contre Bachar al-Assad, à Amude, en Syrie.

Autre miroir déformant : l'opposition s'exprime depuis l'étranger, en particulier les Frères musulmans. Or, comme le dit l'un des rares experts français de la Syrie, Thomas Pierret (1), « *les Frères ne jouent aucun rôle sur le terrain* ». Pourtant, ajoute-t-il, « *de tous les soulèvements dans le monde arabe, c'est celui qui agite la Syrie où la mouvance islamique joue le rôle le plus visible* ». Des islamistes donc, mais pas ceux que l'on entend le plus. Cela, les Syriens ne l'ignorent pas. Et cela explique peut-être pourquoi « *une*

bonne moitié de la Syrie ne manifeste pas son opposition au pouvoir », selon les deux chercheurs Hélène Michou et Barah Mikail (2). Qui sont-ils, ces Syriens qui redoutent le triomphe de l'opposition sans pour autant applaudir aux crimes du régime en place ? Les profiteurs d'une dictature panarabe, laïque et socialisante, bien sûr. La bourgeoisie de Damas et d'Alep, également. Mais aussi les minorités ethniques et religieuses. Comme l'Irak, la Syrie est une mosaïque à l'équilibre instable. On sait comment l'attaque américaine en 2003 a plongé l'Irak dans une guerre civile qui a fait plus de 100 000 morts.

La majorité des Syriens sont arabes et sunnites, mais on trouve des minorités alaouites, kurdes, chrétiennes, druzes, ismaéliennes, yézidites, turkmènes, etc. Certes, nombre de ces « *minoritaires* » soutiennent l'opposition, comme l'actrice Fadwa Suleiman, d'origine alaouite. Beaucoup, pourtant, craignent pour leur avenir en cas de victoire de l'insurrection. Ils ont entendu des prédicateurs fanatiques comme Adnan al-Arouf menacer « *ceux qui s'en sont pris à des choses sacrées* » : « *Nous les passerons au hachoir et donnerons leur chair à manger aux chiens* ». Ils ont entendu des manifestants crier : « *Les alaouites au cimetière ! Les chrétiens à Beyrouth* ». Ils ont peur. C'est aussi cela, la Syrie d'aujourd'hui. ■

(1) *Politique étrangère*, hiver 2011.

(2) *Moyen-Orient*, octobre-décembre 2011.

De Morgen (Belgique / Belgium)

Manifestanten doen alles wat ze kunnen om bloedige realiteit aan waarnemers Arabische Liga te laten zien

Tien doden bij massaal protest in Syrië

BRUSSEL • Bij botsingen tussen Syrische veiligheidstroepen en betogers zijn opnieuw tien doden gevallen. In de hoop de waarnemers van de Arabische Liga met de werkelijkheid te confronteren, namen honderdduizenden burgers gisteren nog maar eens de straten.

DOOR LOUÏE DELPUÏTE

Vijf mensen kwamen om het leven in de zuidelijke stad Deraa, vijf anderen werden doodgeschoten in de Centraal-Syrische stad Hama. Mensenrechtenactivisten zeggen dat de grootste betogingen gisteren plaatsvonden in de noordwestelijke provincie Idlib. Tot de manifestaties was opgeroepen door de oppositie, die op die manier wou tonen hoe groot het verzet en de woede tegen Bashar al-Assad wel zijn.

Bedoeling was vooral de waarnemers van de Arabische Liga de realiteit te laten zien. De waarnemersmissie kreeg deze week veel kritiek omdat ze te zeer op de hand van het regime bleek. Vooral de uitspraak van de Soedanese generaal Moestafa al-Dabi dat de situatie in het volgens alle getuigenissen zwaarbelaaide Homs "geruststellend" was, en dat er "geen enkel conflict gerapporteerd was", stuitte binnen en buiten Syrië op verontwaardiging. Amnesty International wees op de zeer bedenkelijke rol die Al-Dabi in eigen land gespeeld had, onder meer inzake het conflict in Darfur.

Overschilderde legerauto's

De betogingen van gisteren kunnen Al-Dabi en zijn staf alleszins maar moeilijk ontgaan zijn. Volgens het Syrische Observatorium voor de Mensenrechten namen ruim een kwart miljoen mensen de straat in Idlib. Vooral in de stad Maaret Al-Noman trok na het vrijdaggebed een zee van volk naar het centrale Vrijheidsplein. In aanloop naar het bezoek dat de waarnemersmissie aan de regio bracht, "trok het Syrische leger zijn tanks terug" uit de steden Khan Sheikhoun en Saraqeb. Volgens het Observatorium waren in het gebied wel blauw overschilderde leger vrachtwagens te zien. In totaal werden in Idlib meer dan zeventig protestbetogingen gehouden.

Vielen daar geen doden te betreuren, dan was dat wel het geval in Deraa, de stad waar de Syrische opstand eerder dit jaar begon. Daar vielen vijf slachtoffers toen de veiligheidstroepen echte kogels afvuurden in de buurt van de Al-Omarimoskee. Andere berichten hebben het over één dode in Deraa en vier doden, twee burgers en twee dissidente soldaten, in de buurt van de centrale stad Tal Kalakh, nabij de Libanese grens. De vier zouden in een hinderlaag gevallen zijn die het regeringsleger opzette had.

In Hama, waar vijf mensen dodelijk geraakt werden, zei activist Abu Hisham dat "deze vrijdag anders is dan alle andere vrijdagen. Dit is een stap naar verandering. Mensen willen koste wat het kost tot



■ Enkel amateurbeelden uit Syrië bereiken de buitenwereld. Op verscheidene plaatsen in het land kwamen massa's op straat, zoals in Damascus (boven). Op veel plaatsen vielen ook doden en gewonden, zoals in Douma, in de buurt van de hoofdstad (onder).

bij de waarnemers geraken om hen over hun leed te vertellen." Terwijl het in Londen gebaseerde Observatorium het bij 10 doden hield, sprak de actiegroep Lokale Coördinatiecomités over in totaal 32 doden. Ook donderdag waren al 40 mensen neergeschoten.

In alle betrokken steden vielen ook tientallen gewonden. Dat was onder meer het geval in Douma, een voorstad van Damascus. Tegen Reuters zei een getuige dat afvallige soldaten daar verwickeld waren in gevechten met het leger. Meer details waren er niet. In Barzeh, ook in de buurt van de hoofdstad, hielden betogers borden omhoog waarop kritiek te lezen stond op de waarnemers: "De waarnemers zijn getuigen die niet zien." Er werden ook slogans gescandeerd aan het adres van Bashar al-Assad: "Bashar, we willen je niet. Syriërs steek jullie handen in de lucht." Ook in Homs, al maanden het epicentrum van het protest, kwamen vol-

gens Al Jazeera veel mensen op straat, sommigen dansend en zingend.

'Geen telefoonnummers'

President Assad zette onlangs zijn handtekening onder een plan van de Arabische Liga dat neerkomt op een verifieerbare terugtrekking van zwaar geschut uit de belaagde steden. Sinds maart zijn daar volgens de Verenigde Naties al om en bij de 5.000 mensen gesneuveld. De meesten stierven terwijl ze vreedzaam betoogden, hoewel er ook doden vielen bij aanvallen door de rebellen.

Intussen bewegen de Syrische oppositiegroepen hemel en aarde om hun versie van de gebeurtenissen aan de waarnemers te vertellen. Maar dat loopt niet van een leien dakje. Of zoals rebellencommandant Riad al-Asaad van het tienduizend manschappen tellende Vrije Syrische Leger zei: "We hebben geen enkel telefoonnummer ontvangen waarop we hen kunnen contacteren. Niemand heeft ook met ons contact opgenomen." Wel zei Al-Asaad dat hij al zijn militaire operaties opgeschort had in het licht van het bezoek van de internationale delegatie.

Hoewel het Westen hun missie niet ernstig neemt omdat ze te beperkt is en te eenzijdig pro Assad, zei Washington dat de waarnemers hun werk moeten kun-



nen doen. Een ander geluid klonk er in Rusland, waar het ministerie van Buitenlandse Zaken de toestand "op basis van de publieke mededelingen van mis-siechef Al-Dabi" als "blijkbaar geruststellend" omschreef.

Terzelfder tijd leek Al-Dabi zelf weer wat gas terug te nemen. Hij suggereerde dat hij fout geciteerd was en dat hij geen medeling commentaar meer zou leveren,

enkel schriftelijk.

In Brussel zei een woordvoerder van de chef Buitenlandse Zaken van de Europese Unie, Catherine Ashton, intussen dat "Syrië het actieplan van de Arabische Liga in al zijn bestanddelen moet uitvoeren. Dat betekent een onmiddellijk eind aan het geweld, de vrijlating van alle politieke gevangenen en de terugtrekking van de militairen uit de steden."

BETOGER ABU HISHAM:
Deze vrijdag is anders dan alle andere vrijdagen. Dit is een stap naar verandering

Frankfurter Allgemeine Zeitung (Allemagne / Germany)

Massenproteste in Syrien

„Regime setzt Nagelbomben ein“ / Gewalt in Damaskus

ch. FRANKFURT, 30. Dezember. In Syrien sind nach den Freitagsgebeten Hunderttausende Regimegegner im ganzen Land zu Protesten auf die Straße gegangen. Die Opposition meldete Proteste aus Idlib mit 250 000 Teilnehmern sowie Großdemonstrationen aus den Städten Hama, Homs und dem Damaszener Vorort Duma. Nach Angaben von Aktivisten versuchten die Sicherheitskräfte dort, die Proteste mit Nagelbomben und Tränengas aufzulösen. Nach Angaben der in London ansässigen Syrischen Beobachtungsstelle für Menschenrechte marschierten 70 000 Demonstranten zu einem Regierungsgebäude, in dem sie die Beobachter der Arabischen Liga vermuteten.

Die Opposition ist offenbar durch die Anwesenheit der Beobachtermission ermutigt worden. Die Menschen sollten auf die Straße gehen und den Beobachtern ihre Lage vor Augen führen, sagte ein Oppositionsvertreter aus Hama. Die Regimegegner wüssten, dass das Blutvergießen nicht allein deshalb enden werde, weil die Beobachter da seien; aber diese würden dann wenigstens Zeugen der Gewalt. Nach Angaben der oppositionellen Lokalen Koordinierungskomitees sind

seit der Ankunft der Beobachter in Syrien 130 Personen getötet worden.

Die Beobachtermission unter der Leitung des früheren sudanesischen Geheimdienstchefs Muhammad al Dabbi war von der Opposition scharf kritisiert worden. Dem General werden schwere Menschenrechtsverletzungen vorgeworfen. Vor allem die Äußerung Dabbis, er habe in Homs, das wochenlang von der Armee beschossen worden war, „nichts Beängstigendes gesehen“, hatte zu Empörung geführt. Das syrische Regime hatte Menschen, die mit den Beobachtern in Kontakt treten wollten, eingeschüchtert und politische Gefangene in Militäreinrichtungen gebracht, zu denen die Beobachter keinen Zugang haben.

Der Kommandeur der vor allem aus Deserteuren bestehenden „Freien Syrischen Armee“, Riad al Asaad, sagte am Freitag der Nachrichtenagentur Reuters, er habe die erbetenen Telefonnummern der Beobachter nicht erhalten, und es habe auch niemand Kontakt zu seiner Truppe aufgenommen. Seine Kräfte seien angewiesen worden, die Angriffe auf Regierungstruppen während der Anwesenheit der Beobachtermission einzustellen. (*Kommentar Seite 10.*)

Syriens Militär schießt weiter

Gewalt und Proteste trotz Beobachtermission

Beirut – Ungeschütet einer Beobachtermission der Arabischen Liga haben syrische Soldaten am Freitag erneut das Feuer auf Demonstranten eröffnet. In Deir-el-Sur im Osten, in Daraa im Süden und in anderen Städten seien Schüsse gefallen, erklärten Aktivisten. Bei einem Zusammenstoß in der Nähe der libanesischen Grenze seien mindestens vier Menschen getötet worden. Mehrere Hunderttausende protestierten nach Angaben der syrischen Opposition am Freitag im ganzen Land gegen das Regime von Präsident Baschar al-Assad. Allein in der Stadt Idlib seien 250 000 Menschen durch die Straßen gezogen, teilte eine Menschenrechtsgruppe mit. Auch in Hama und dem Vorort Duma der Hauptstadt Damaskus demonstrierten nach Angaben von Oppositionellen Zehntausende Menschen. Der Fernsehsender al-Dschasira strahlte Live-Aufnahmen aus, die Zehntausende Demonstranten in einem Bezirk der Oppositionshochburg Homs zeigten. Nach Angaben einer Menschenrechtsorganisation bewarfen Demonstranten in Duma die Sicherheitskräfte mit Steinen. Die Soldaten hätten Tränengas in die Menge geschossen, um sie auseinanderzutreiben. Mindestens 24 Menschen seien verletzt worden.

Regimegegner hatte zu den Protesten aufgerufen, um den Beobachtern der Arabischen Liga ihre Lage vor Augen zu führen. „Wir wissen, dass das Blutvergießen nicht allein deshalb enden wird, weil sie da sind“, sagte ein Oppositionsanhänger aus Hama über die Vertreter der Arabischen Liga, die seit Montag im Land unterwegs sind. „Aber wenigstens werden sie es sehen.“ Die Beobachtergruppe soll einen Friedensplan überwachen, in dem die Regierung ein Ende der gewaltsamen Niederschlagung der Proteste zugesagt hat. Seit Ankunft der Inspektoren sollen jedoch mehr als 100 Menschen getötet worden sein. Erst am Dienstag hatten Beobachter die Protesthochburg Homs besucht und nach Angaben des Missionsleiters Mohammed Mustafa al-Dabi „nichts Beunruhigendes“ entdeckt. Die Opposition warf al-Dabi daraufhin vor parteiisch zu sein. Ein Aktivist sagte, der

Mehr als hundert Menschen sollen getötet worden sein, seit die Beobachter im Land sind.

Missionsleiter sei selbst Vertreter eines Regimes, das für die Unterdrückung der Opposition bekannt sei. Der sudanesischer General gilt als Vertrauter von Sudans Präsidenten Omar al-Baschir, gegen den wegen der Kriegsverbrechen in Darfur ein internationaler Haftbefehl vorliegt.

Die russische Regierung zeigte sich dennoch zufrieden mit der Arbeit der Beobachter. „Moskau beurteilt mit Zufriedenheit den wahren Beginn der Aktivitäten der Arabischen Liga in Syrien“, erklärte das Außenministerium am Freitag in einer Stellungnahme. Die US-Regierung bewertete die Arbeit der Inspektoren zurückhaltender. „An einigen Orten, an denen die Beobachter unterwegs sind, sehen wir positive Signale, aber sie reichen nicht aus“, sagte eine Außenamtssprecherin in Washington. Der Kommandeur der Freien Syrischen Armee (FSA), einer Widerstandstruppe syrischer Deserteure, erklärte indes, während des Besuchs arabischer Beobachter die Offensive gegen Regierungsziele auszusetzen. „Wir verteidigen uns jetzt nur noch“, erklärte der Anführer der FSA. SZ

Neue Zürcher Zeitung (Suisse / Switzerland)



Demonstranten in Hama mit Bildern von Opfern der Sicherheitskräfte.

UGARIT NEWS

Grossdemonstrationen in Syrien

(dapd/Reuters) · Die Anwesenheit der arabischen Beobachter hat der syrischen Oppositionsbewegung neuen Auftrieb verschafft. Am Freitag demonstrierten laut oppositionellen Quellen Hunderttausende gegen das Regime. Die grössten Proteste von jeweils rund 250 000 gab es demnach in den Provinzen Idlib und Hama. Auch in der Hauptstadt Damaskus und im Vorort Duma wurde protestiert. In Duma bewarfen Demonstranten die Sicherheitskräfte mit Steinen. Diese trieben die

Menge mit Tränengas auseinander. Nach Angaben von Aktivisten wurden am Freitag mindestens 19 Personen erschossen, mehrheitlich während Demonstrationen. In Damaskus und einigen anderen Städten kamen derweil Anhänger des Präsidenten zusammen und versicherten ihm ihre Solidarität.

Die syrischen Deserteure wollen laut einer Erklärung ihres Anführers Riad al-Asaad während des Besuchs der arabischen Beobachter ihre Offensive gegen Regierungsziele aussetzen.

Syrien und Irak

Auf Diktatoren folgen Islamisten

Droht Syrien das gleiche Schicksal wie dem Nachbarland? Von Christoph Plate und Inga Rogg, Bagdad

Der Arabischen Republik Syrien stehe ein «irakisches Szenario» bevor, sagten Experten warnend, seit vor zehn Monaten die Proteste gegen das Regime von Bashar al-Asad begannen.

Aber was ist das, ein irakisches Szenario? Sind das die konfessionell motivierten Morde, die es im Irak seit dem Sturz Saddams gibt? Ist es die Infiltration der Kaida in das tägliche Leben in Damaskus, so dass am Ende niemand mehr ohne Angst seine Kinder zur Schule schicken kann? Oder meint es, dass von aussen interveniert wird, weil sich die Regierung und ihre Gegner nicht mehr anders zu helfen wissen?

Gewarnt wird vor dem Zerfall einer Ordnung, die nur durch die Repression einer säkularen Diktatur garantiert wurde. Fällt die Diktatur, schwindet das Nationalgefühl, und man besinnt sich auf die Ethnie, den Clan, die Familie, die Konfession.

Die Geschichte des Iraks und die Geschichte Syriens sind voller Gemeinsamkeiten – aber auch voll grundlegender Unterschiede. Beide wurden oder werden von einer Baath-Partei beherrscht. Die Ähnlichkeiten zwischen Saddam Hussein und seinem Amtskollegen Hafez al-Asad waren so frappierend, dass die beiden einander in grossem Hass verbunden waren. Beide schützten die christlichen Minderheiten, verfolgten aber die Juden und die Kurden. Beide proklamierten arabischen Nationalismus und waren stramm antisraelisch. Saddam honorierte die Familien palästinensischer Selbstmordattentäter, der junge Asad unterstützt bis heute die Hamas und den Hizbullah.

Der Irak ist reich und hat viel Öl, trotzdem ist in Syrien das Pro-Kopf-Einkommen höher. Irak ist mental nahe am Persischen Golf, an der Wüste, am archaischen Beduinenleben. Syrien dagegen versteht sich als Teil des Mittelmeerraums, und in den Esszimmern der Damaszener Oberschicht wird beim Nachessen gerne auf Französisch parliert.

Die Ereignisse in Syrien finden in unmittelbarer Nachbarschaft zu Israel statt, sie dürften den gesamten Nahen Osten und auch Europa in den nächsten Monaten beeinflussen. Iran wehrt sich gegen den nahenden Sturz des Regimes Asad, weil es fürchtet, seinen Einfluss auf den Hizbullah und die Hamas und auf den Gang der israelisch-palästinensischen Geschichte zu verlieren. Der Abzug der Amerikaner aus dem Irak ist ein Erfolg für Teheran. Denn jetzt kann der mit Iran verbündete Ministerpräsident Maliki schalten und walten, wie er will. In unserer Übersicht versuchen wir Gemeinsamkeiten und Trennendes zu beschreiben. Danach steht zu befürchten, dass Syrien einen Zerfallsprozess durchläuft, der jenem im Irak ähnlich ist.

Kolonialzeit – Briten und Franzosen

Seit dem Mittelalter waren die Türken im Nahen Osten die dominante Macht. Doch die Osmanen sahen sich wachsendem europäischem Druck ausgesetzt. Nach dem Zusammenbruch des Osmanischen Reichs erhielten die Franzosen ein Mandat des Völkerbunds über Libanon und Syrien, im Irak und in Palästina bekamen die Briten ein Mandat. Die britische Arabistin Gertrude Bell reklamierte im Wettlauf um Einfluss im östlichen Mesopotamien britische Interessen im Irak. Ein König wurde 1921 im Irak inthronisiert, 1958 wurde das Land nach einem Militärputsch zur Republik. In Syrien hingegen herrschen die Alawiten, seit sich 1970 der Luftwaffenoffizier Hafez al-Asad an die Macht putschte. Er hatte eine Serie von mehr als 20 Putschsen seit 1949 beendet und schuf das moderne Syrien mittels Repression.

Diktatoren – die Söhne übernehmen

Bashar al-Asad, der Augenarzt auf dem Präsidententhron in Damaskus, ist, auch wenn das im Moment gar nicht so

scheint, nicht vergleichbar mit Saddam Hussein. Geschweige denn mit dem Sohn Saddams, Uday, der im Bagdad nach der Jahrhundertwende Angst und Schrecken verbreitete mit seinen Sauf- und Gewaltorgien.

Bashar ist gebildet, Saddams Söhne waren ungebildet. Bashar hat einen gewissen Rückhalt in der Bevölkerung, die Söhne Saddams waren zutiefst verhasst. Populär wurde Bashar al-Asad nach seiner Machtübernahme im Jahr 2000, weil er nicht so brutal und rücksichtslos herrschte wie sein Vater. Und weil er das Internet und die Mobiltelefone einführt und weil er sich im westlichen Ausland als Garant einer gewissen Stabilität in einer Krisenregion verkaufte. Im Irak ist allerdings zu sehen, dass auf einen gestürzten Diktator nicht zwingend ein Demokrat folgen muss. Ministerpräsident Maliki, der jahrelang im Exil und im Untergrund gelebt hat und von tiefem Misstrauen getrieben scheint, schert sich wenig um Menschenrechte oder Demokratie und auch nicht um den Ausgleich zwischen den Ethnien und Konfessionen. Ohne Rücksicht auf die sunnitische Minderheit, die früher das Sagen hatte, will er die Macht der schiitischen Mehrheit sichern und vergiftet so die Zukunft.

Baath-Partei – allmächtig und ideologisch

Es klang nach Französischer Revolution, als der syrische Christ Michel Akl und der syrische Sunnit Salah ad-Din al-Bitar 1947 die Baath-Partei gründeten. Unter dem Motto «Einheit, Freiheit, Sozialismus» wollten sie die Araber aller Länder ungeachtet ihrer Religionszugehörigkeit vereinen und ein Staatswesen frei von ausländischer Einmischung aufbauen. Bald schon zerfiel die Partei in rivalisierende Flügel, und die arabische Einheit blieb weitgehend eine Fiktion. Im Irak und in Syrien übernahmen 1963 beziehungsweise 1968 zwei konkurrierende Baath-Fraktionen die Macht und bauten in beiden Ländern eine Ein-Parteien-Diktatur auf. In Syrien machte sich schliesslich der Alawit Hafez al-Asad und im Irak der Sunnit Saddam Hussein zum Alleinherrscher, beide bauten ihre Länder zu einer Diktatur ihrer Minderheit und ihrer Familien um.

Kurden – respektierte Kämpfer, missachtete Bürger

Als sich im Juli syrische Oppositionelle zur Gründung eines Dachverbands in Istanbul trafen, verliessen die Kurden empört den Saal. Sie forderten als Zeichen der Anerkennung ihrer Existenz, dass aus der Arabischen Republik künftig schlicht die Republik Syrien wird. Doch die Araber lehnten das ab. Die meisten Kurden in Syrien sind staatenlos, ihre Sprache und Kultur wird unterdrückt, sie sind keine Araber. Im April versprach Asad, die Staatenlosen einzubürgern, doch nur einigen tausend kam das zugute. Viele Kurden haben Angst vor einer Zukunft nach dem Sturz von Asad. Sie warten ab und erhoffen sich eine Entwicklung für die Kurden wie im Irak, wo Kurden einen Teilstaat mit eigenem Präsidenten, Parlament und Sicherheitskräften errichtet haben. Obendrein sind die Kurden in der irakischen Politik wichtig, stellen sie doch sowohl den Präsidenten als auch den Aussenminister.

Wirtschaft – Erdöleinnahmen und Diversifizierung

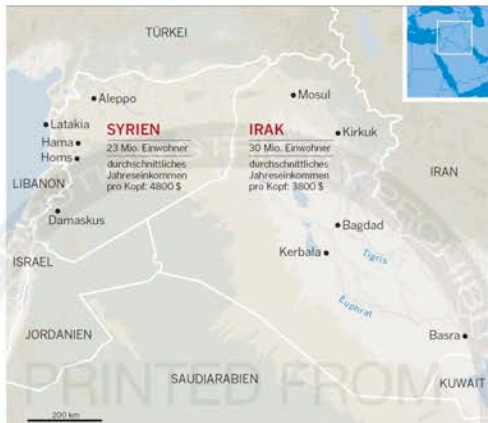
So zerstritten die Baath-Partei in Syrien und im Irak waren, ihr arabischer Sozialismus hat in beiden Ländern eine staatlich gelenkte Wirtschaft hervorgebracht. Das Schmiermittel dafür im Irak waren die reichen Ölverkömmen. Auch heute machen die Öleinnahmen den Löwenanteil des Staatshaushaltes aus. Über die nächsten Jahrzehnte wird das Öl reichlich Einnahmen bringen. Doch die wirtschaftlichen Voraussetzungen für eine Demokratisierung



Irakische Flüchtlinge kehren aus Syrien nach Bagdad zurück. (28. April 2011)

Von Franzosen und Briten geschaffen

Sunnitische Mehrheit hier, schiitische Mehrheit dort



Hafez al-Asad (rechts) mit Sohn Basil.



Saddam Hussein, (Bagdad, 2002)

Syriens sind möglicherweise günstiger. Hier gehen die ohnehin knapperen Öl-vorräte langsam, aber sicher zur Neige. Ausser dem Energiesektor tragen Industrie, Landwirtschaft und Handel massgeblich zum Bruttozulaufprodukt bei. Darüber hinaus hat der junge Präsident Asad in den letzten Jahren einige Reformen eingeleitet. Von einer freien Marktwirtschaft ist Syrien freilich weit entfernt. Ob ein Unternehmen erfolgreich ist oder nicht, hängt bis heute davon ab, wie gut es sich mit dem Regime ins Benehmen gesetzt hat.

Geheimdienste – bewachen Kollegen und das Volk

Im Irak unter Saddam Hussein wie in Syrien hatte nahezu jeder Zweig der Armee und der Polizei mindestens einen Geheimdienst. Das ergibt jeweils etwa ein Dutzend Dienste, die sich gegenseitig bewachen und im Volk gemeinhin als «Mukhabarat» bezeichnet werden. Sie sind gefürchtet, und sie sind schwerfällig, ständig bemüht, die eigene Bedeutung gegenüber der Konkurrenz zu demonstrieren. Die Geheimdienste beider Länder blicken auf eine illustre Liste der Kooperationen: In Damaskus wie in Bagdad war der Staatssicherheitsdienst der DDR über viele Jahre führend in der Ausbildung. Seit dem Sturz Saddams und dem Abzug der USA hat in Bagdad der Einfluss des iranischen Geheimdienstes zugenommen. Der ist in Damaskus schon seit Jahren zu Hause und massiv mit der Bekämpfung der Aufstände und dem Verhören und Foltern von Demonstranten befasst. Die Nähe zum früheren Ostblock oder zu den Mullahs hindert keinen der Dienste freilich daran, gelegentlich mit westlichen Diensten zusammenzuarbeiten: In Bagdad gab es auch eine Zeit guter Beziehungen zwischen dem Mukhabarat und den USA. Die CIA und der deutsche Bundesnachrichtendienst kooperieren inoffiziell mit Syriens Geheimdienst. Der soll unter Folter gewonnene Erkenntnisse freigeigab an die Kollegen in Washington DC und Berlin weitergegeben haben.

Religion – säkularer Staat ist gefährdet

Jahrzehntlang hatten Kurden und Schiiten im Irak gegen das Saddam-Regime gekämpft. Dass es am Ende im Irak die Amerikaner waren, die den Diktator stürzten, scheint nebensächlich. Der Sturz Saddams brachte eine schiitische Mehrheit in Bagdad an die Macht. So wie in Libyen oder Tunesien die Islamisten nach der Diktatur den Ton angeben, wird auch in Syrien die sunnitische – Mehrheit irgendwann den Ton angeben. Religiöse und islamistische Tendenzen nehmen unter Führung der Muslimbrüder zu. Obwohl ihre Forderung nach einem islamischen Staat aufgegeben wurde, fürchten besonders die Christen ihre Machtübernahme.

Juden – vertrieben oder heimgeholt

Der Irak und Syrien waren bis vor wenigen Jahren Orte der religiösen Vielfalt. Bis in die zwanziger Jahre waren knapp die Hälfte der Bewohner Bagdads Juden. So wie in der Musik, in der bildenden Kunst und im Geistesleben spielten Juden auch in Damaskus eine wichtige Rolle. Mit der Gründung des Staates Israel und den verschiedenen israelisch-arabischen Kriegen wurde ihre Lage immer prekärer: Zehntausende wanderten aus, nachdem sie ihr Hab und Gut verkauft hatten. Ein Pogrom und die öffentliche Hinrichtung – angeblicher – jüdischer Spione in Bagdad und Damaskus verstärkten die Fluchtbewegung. Die Christen haben in beiden Diktaturen den Schutz der Herrscher genossen, sind darum im Irak jetzt allzu oft Opfer. In Syrien leben 2 Millionen Christen, viele wollen ausreisen. Sie fürchten, dass es nach dem Sturz Asads zu Racheakten kommt.



Irakische Christen feiern Weihnachten, (Hamdaniya, 24. Dezember 2011)

SIRIA • Manifestazioni in tutto il paese, si parla di almeno 10 morti

Un venerdì di passione

È stata un altro venerdì di proteste e di scontri, ieri in Siria, con notizie che parlano di centinaia di migliaia di manifestanti per le strade, di polizia che apre il fuoco e di una decina di morti.

Sembrano le dimostrazioni più ampie da parecchie settimane, anche se il condizionamento è d'obbligo perché è impossibile verificare le informazioni, tutte provenienti da fonti dell'opposizione. Anche la tv di stato ieri ha parlato di dimostrazioni e ha mostrato immagini di folle per le strade, dicendo però che erano manifestazioni a favore del regime. Gli uni e gli altri - gli oppositori e il governo - sostengono che le manifestazioni erano rivolte alla delegazione di osservatori inviata dalla Lega araba, che si trova in Siria già da parecchi giorni con l'incarico di verificare la messa in pratica dell'iniziativa di pace, che doveva portare a sospendere la violenza, ritirare le truppe dalle strade e rilasciare i prigionieri politici.

L'opposizione aveva fatto appello ai siriani a scendere in piazza numerosi per dimostrare agli osservatori l'ampiezza del dissenso popolare. E la presenza degli osservatori ha imballonato l'opposizione, se sono vere le notizie diffuse ieri. Il gruppo «Syrian observer for human rights», che ha sede a Londra e afferma di raccogliere le sue informazioni da fonti all'interno del paese, dice che almeno 250 mila persone hanno manifestato ieri a Idlib, città nord-occidentale del paese, dopo le preghiere del venerdì. Proprio a Idlib la polizia avrebbe aperto il fuoco sui manifestanti, uccidendo almeno 5 persone e lasciando nume-

rosi feriti. La stessa organizzazione londinese riferisce che grandi proteste sono avvenute in almeno un suburbio della capitale damascena, Douma, con decine di migliaia di persone per le strade - circa 70 mila, dicono gli oppositori. Qui sarebbero scoppiate prima scontri e poi pesanti scontri tra le forze di sicurezza e i disertori dell'esercito. La presenza di disertori tra i militari è citata ormai da setti-

La presenza degli osservatori arabi spinge decine di migliaia di siriani nelle piazze. Ma non ferma gli scontri

mane, e ormai ricorre la sigla «Esercito siriano libero» - a confermare che l'opposizione comprende forze molto diverse e non necessariamente solo della società civile organizzata. Ieri l'agenzia Reuter ha intervistato il luogotenente colonnello Riad al Asaad, indicato come il capo di questo Esercito siriano libero: sostiene che circa 10 mila uomini sono sotto il suo comando, e dice di aver ordinato loro di sospendere le ostilità contro l'esercito governativo da quando in Siria è arrivata la delegazione degli osservatori.

La presenza della missione della Lega Araba non sembra aver avuto un grande effetto deterrente sulle forze governative, stando sempre alle notizie diffuse dall'opposizione. L'organizzazione con sede a Londra afferma

che decine di manifestanti sono rimasti feriti quando le forze di sicurezza gli hanno impedito di avvicinarsi al municipio di Damasco, dove si erano installati gli osservatori della Lega araba.

Altre manifestazioni sarebbero avvenute a Deraa, nel sud, dove sarebbero state uccise altre 5 persone dal fuoco della polizia (la fonte è sempre l'organizzazione degli «osservatori» siriani a Londra). La tv araba al Jazeera ha mostrato immagini con una gigantesca folla che scandisce «rivoluzione, rivoluzione Siria, rivoluzione della gloria e della libertà in Siria»: afferma che vengono da Homs, altra città roccaforte dell'opposizione. Il «Comitato locale di coordinamento», rete di attivisti d'opposizione all'interno della Siria, fa un bilancio della giornata ancora più pesante: dice che ci sono stati 32 morti durante le dimostrazioni di ieri, di cui 9 uccisi a Hama, 6 a Deraa, sei a Idlib, e quattro a Tal Kalakh vicino alla frontiera con il Libano.

Nessuna di queste cifre è verificabile, come non è verificabile quanto dice il «comitato locale di coordinamento»: che 130 manifestanti sarebbero stati uccisi da quando sono arrivati gli osservatori della Lega araba, all'inizio della settimana.

La delegazione araba si è intanto trovata sotto le critiche degli oppositori siriani, e non solo. Amnesty International ha fatto notare che a guidare la delegazione è il generale sudanese Mustafa al-Dabi, accusato di violazioni dei diritti umani nel suo paese (la Lega Araba ha risposto alle critiche di Amnesty reiterando la sua fiducia al generale sudanese).



Imagen de un vídeo de la oposición siria que muestra a soldados pegando patadas a un detenido tras arrestarlo en las protestas de Duma. / REUTERS

Bombas de clavos para silenciar a la calle

- Cientos de miles de personas toman Siria para hacer ver la realidad a los observadores
- El régimen de Asad deja al menos 18 muertos tras disparar con munición real

JAVIER ESPINOSA
Corresponsal en Oriente Próximo

El régimen sirio se enfrentó ayer a una hipótesis anunciada desde hacía varias jornadas. Cientos de miles de personas se lanzaron a la calle aprovechando que la presencia de los observadores de la Liga Árabe ha obligado a las autoridades a rebajar en cierta medida el nivel de la represión.

La movilización popular constituye un significativo gesto y un desafío crucial para el presidente Bashar Asad, que debe ahora elegir entre recuperar el control, con el despliegue masivo de carros de combate en localidades como Homs, Hama o Idlib ante los ojos de los delegados árabes, o ceder la iniciativa a la oposición en esas ciudades.

Las imágenes grabadas por los propios activistas permiten apreciar ingentes multitudes en ciudades como Idlib, Hama, Deraa o en el suburbio capitalino de Duma, varios de los lugares que han visitado los enviados de la Liga Árabe. «Revolución, revolución siria, revolución de la gloria y la libertad», gritaban los participantes en la concentración de Homs, que fue retransmitida en vivo por la cadena qatari Al Jazeera.

Las protestas alcanzaron incluso ciudades claves como Alepo y la misma capital, que hasta ahora habían permanecido en gran medida al margen de la revuelta popular.

En Deraa y Hama, según el Observatorio Sirio de los Derechos Humanos (OSDH), las fuerzas de seguridad intentaron disolver las grandes concentraciones disparando con balas reales a los civiles. Al menos 11 personas murieron. La misma organización aseguró que durante la jornada habían perecido 18 sirios, incluidos dos desertores y cinco militares afechos a Damasco.

Los Comités de Coordinación Locales ampliaron esa trágica estadística hasta las 32 víctimas, entre los

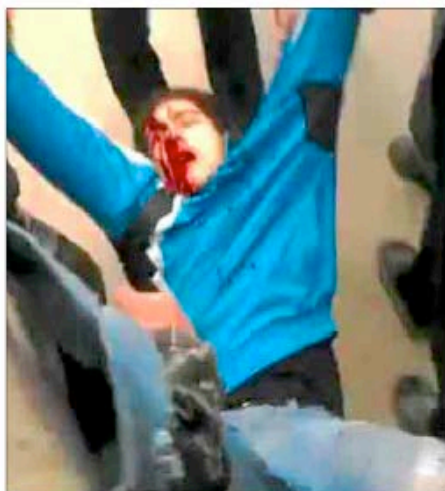
que incluyeron los cinco cadáveres de miembros de una misma familia que habían sido arrestados el jueves y cuyos cuerpos fueron hallados tirados en un barrio de Homs.

La OSDH aseguró que, ante la magnitud de las concentraciones, los militares recurrieron al menos en Duma -donde se reunieron cerca de 60.000 civiles- a bombas de clavos, una munición especialmente polémica por los devastadores e indiscriminados daños que produce.

Varias decenas de personas fueron heridas asimismo en Idlib, una provincia donde ni la sangría que se registró en las últimas semanas en la región de Jabal Zawiyta parece haber quebrado la oposición popular al poder que encarna Bashar Asad.

Como declaró uno de los manifestantes en Deraa, la intención de los participantes es mostrar «a los árabes y al mundo» que son «manifestantes pacíficos, no criminales y grupos armados».

Pese al incremento en los últimos meses de las acciones del llamado Ejército Libre de Siria (ELS), lo cier-



Un disidente sirio herido es evacuado de Duma. / AP

to es que las protestas no violentas siguen siendo las acciones dominantes de la revuelta como pudo comprobar este diario en Jabal Zawiyta.

Incluso allí, donde se congregaron varios cientos de militantes de la insurgencia, su actividad se redujo a la vigilancia de algunas carreteras, mientras los civiles seguían protestando en poblaciones bajo el control

Los manifestantes quieren demostrar que no son criminales ni grupos armados

de los uniformados. «Os pedimos que hagáis la distinción entre asesino y víctima. Nuestra revolución es pacífica», escribieron los activistas en la página de Facebook La Revolución Siria, uno de los referentes informativos de los opositores en esta insurrección.

En este sentido, el ELS anunció que había suspendido todas sus acciones armadas desde la llegada de los observadores, una declaración que se contradice con un ataque registrado en Homs durante la jornada de ayer y con otro vídeo difundido el jueves en el que se aprecia un asalto de los desertores contra un convoy militar.

Pese a las durísimas críticas que han vertido los opositores en los últimos días contra los visitantes de la Liga Árabe, lo cierto es que durante esta última jornada reconocieron el efecto limitado que podría tener su presencia en el país. «Nos aseguran algún tipo de protección», declaró Haytham Maleh, un miembro del Consejo Nacional Sirio, que insistió a los miembros de la misión a permanecer de forma indefinida en «las ciudades que visitan para proteger a sus habitantes».



Opositores sirios disparan contra un convoy del ejército en la ciudad de Deraa. / AP



Un niño muerto era mostrado a los observadores de la Liga Árabe el miércoles en Homs; imágenes aportadas por los manifestantes

La resistencia siria cuelga en internet los videos que prueban la violenta represión de Bashar el Asad

La represión expuesta

XAVIER MAS DE XAXÀS
Barcelona

Si se hunde en la violencia y la resistencia interna lo demuestra con videos que cuelga en internet. Los ciudadanos de a pie suplen la falta de periodistas internacionales y, de la misma manera que en otras revoluciones árabes, utilizan la red para ganarle al poder la importante partida de la credibilidad.

Los videos, grabados con teléfonos móviles, muestran a los muertos y heridos, así como a los carros de combate del ejército sirio, mientras el audio registra los disparos de ametralladores, morteros y armas ligeras. Están colgados en YouTube y en Facebook, en páginas como la del grupo disidente LCC o la que documenta la represión en Baba Amr, un barrio de Homs.

De Homs, la tercera ciudad siria, procede el video de un niño

muerto, en brazos de su padre, que lo enseña a una pareja de observadores de la Liga Árabe. Uno de los observadores graba al niño con una cámara, el otro sostiene un bloc de notas. Le dicen al hombre que se vaya y sonríen incómodos, nerviosos, dando a entender que no pueden hacer nada.

Otro video, también de Homs, muestra a varios vecinos implorando a los observadores para que visiten Baba Amr. Se oyen disparos y gritos de "Dios es el más grande". Los observadores llevan petos naranja fluorescente, se muestran tranquilos a pesar de los tiros, que suenan muy cercanos, no atienden las peticiones y suben a un todoterreno.

La misma impasibilidad muestra el general sudanés Mohamed al Dabi, jefe de la misión, captado mientras el miércoles se paseaba por una calle de Homs golpeada por la artillería. El video, rebotado por @BSyria en Twitter, muestra un charco de sangre en el sue-

lo mientras Dabi pasa a su lado, sin peto naranja, con un jersey verde y una chaqueta azul, la cabeza rapada, mirando sin ver. Horas más tarde, declaró a las agencias internacionales de noticias que en Homs "la situación parece tranquilizadora".

El Observatorio Sirio de Derechos Humanos, con base en Londres, guarda una relación de los muertos en Homs y otras ciudades. Una treintena larga ha caído mientras la Liga Árabe estaba sobre el terreno. La ONU ha contado más de cinco mil muertos des-

Turbios observadores

■ Amnistía Internacional sostiene que Mohamed al Dabi, jefe de la misión de la Liga Árabe, estuvo detrás de la represión en Darfur: 300.000 muertos y tres millones de desplazados en 1999. Contrató a las milicias yanyauid para que machacaran a los rebeldes. Los crímenes le han valido al presidente sudanés, Omar al Bashir, una acusación ante el Tribunal Penal Internacio-

nal (TPI). Mohamed al Dabi también dirigió los servicios de inteligencia, puesto desde el que, al parecer, ordenó detenciones arbitrarias, torturas y desapariciones. Sudán apoyó a Qatar cuando decidió intervenir en Libia contra Gadafi y se ha mostrado muy crítico con El Asad. La misión en Siria podría ser una recompensa y un voto a favor de la rehabilitación de Bashir.

Actos masivos contra El Asad y críticas a la misión de la Liga Árabe

SIRIA Agencias

La revuelta contra la dictadura de El Asad sigue en pie, pese a la ausencia de apoyo internacional. Centenares de miles de sirios se manifestaron ayer una vez más exigiendo la caída del régimen, en especial en las ciudades donde se hallan los observadores de la Liga Árabe. La oposición, de to-

dos modos, desconfía cada vez más de esta misión.

Pese a que los observadores aparentan no enterarse, militares y francotiradores siguen matando a pacíficos ciudadanos. El Observatorio Sirio de Derechos Humanos (OSDH) informó ayer por la noche de la muerte, durante la jornada, de por lo menos 18 personas. Entre ellos, 11 manifestan-

tes, dos desertores y cinco soldados. Estos últimos fueron muertos en un choque con desertores.

En Deraa, origen de la contestación, cinco civiles perecieron cuando las fuerzas de seguridad dispararon contra una manifestación, y en Hama murieron otros cinco. En Homs -donde se hallaron los cuerpos de cinco detenidos el día anterior-, y en Damas-

co también se disparó a los manifestantes.

Entre los que lamentaron el papel de los observadores está Haytham Male, del Consejo Nacional Sirio, principal fuerza de oposición, quien les pidió que "permanecieran en las ciudades que visitan para proteger a sus habitantes".

Washington consideró, sin embargo, "útil" la presencia de observadores y Rusia, aliada de Siria, se considera "satisfecha" por la misión. El líder de la misión, Dabi, declaró que la situación en Homs "es tranquilizadora", aunque más tarde se desdijo.

de el inicio de las protestas, hace nueve meses. El régimen de El Asad insiste en que lucha contra una insurgencia terrorista y dice que ha perdido a dos mil hombres.

Human Rights Watch ha conseguido los nombres de 70 oficiales del ejército y la policía implicados en detenciones arbitrarias, torturas y ejecuciones sumarísimas. Sus fuentes son militares que han desertado y servicios de inteligencia de países que no cita. Su director, David Mepham, sostiene que son pruebas "de la sistemática y brutal represión del régimen contra sirios de a pie que piden democracia, justicia y un Es-

En un video, un hombre enseña el cadáver de su hijo a observadores de la Liga Árabe, y le dicen que se vaya

tado de derecho". Opina que el Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas debería referir el caso al Tribunal Penal Internacional. Cree que el tribunal de La Haya debe actuar contra Bashar.

El Consejo, sin embargo, está bloqueado. Rusia, China, Brasil, India y Sudáfrica impiden que se apliquen más sanciones contra Siria. Creen que sería ceder a presiones neocoloniales, preludio de una intervención militar de EE.UU. y sus aliados. Mientras tanto, la situación en Homs, Daraa, Damasco, Idlib, Tartus, Dir al Zor y Hama es cada día más difícil.

Mónica G. Prieto, reportera de Periodismohumano.com, habla desde Homs con la redacción en Madrid vía Skype, un video grabado hace unos días bajo el fuego cruzado de los desertores del Ejército Libre Sirio y las fuerzas leales a Bashar. Detrás de los disparos se oyen los rezos y cantos religiosos, procedentes, probablemente, de una mezquita. También se oyen proclamas revolucionarias. Prieto explica que lleva una semana en Homs, que la ciudad está sitiada. No hay gas para las estufas, faltan alimentos y medicinas. Los tiroteos son indiscriminados contra la población desarmada. Asegura que ha visto hombres y mujeres con disparos en la cabeza, víctimas de los tiradores del ejército. Los carros y los morteros alcanzan las viviendas. "La población está atemorizada", afirma. Se habla de mujeres violadas a manos de soldados.

A pesar de la represión y el miedo, muchos opositores salen a la calle en busca de los observadores de la Liga Árabe. Su única arma es el teléfono móvil. Uno de ellos, que responde al nombre de Omar, ha declarado a Reuters desde Baba Amr: "Senti como si a los observadores no les importara lo que veían. Es posible que hayan recibido órdenes de no mostrar emociones, pero no tenían ganas de escuchar las historias de la gente. Teníamos muchas esperanzas en esta misión, pero no entienden cómo funciona el régimen, no están interesados en nuestro sufrimiento y nuestras muertes. Ahora está claro que gritamos al vacío".

Pero el vacío no está tan vacío. Diga lo que diga el informe de la Liga Árabe, la verdad de la represión, observada en los videos caseros, es incontestable.

Printed and distributed by News4SyriaDirect

Daily Telegraph (Royaume-Uni / United Kingdom)

Syria attacks protesters with nail bombs

More violence as record numbers of anti-regime activists take to the streets

By Adrian Blomfield and Christine Marlow

SYRIAN security forces resorted to using nail bombs and stun grenades yesterday as protesters rallied in record numbers to prove the extent of their opposition to President Bashar al-Assad and an increasingly mistrusted Arab League peace mission.

Sensing an opportunity to rebuild momentum, protest organisers had appealed for an unprecedented show of force from their supporters but even they were taken aback by the scale of the response as hundreds of thousands took to the streets.

By nightfall, it appeared that the last Friday of 2011 was quite possibly the most momentous of a tumultuous year in Syria. In the northern province of Idlib, an estimated 250,000 people gathered in 74 locations, defying even the most optimistic expectations of activist leaders.

There were protests in each of Syria's 14 provinces, opposition officials said, with sizeable demonstrations in a number of districts in Damascus and Aleppo, the country's two biggest cities.

In part the turn out could be attributed to a significantly reduced army presence on the streets. Tanks were withdrawn to the outskirts of the city of Idlib as the regime sought to demonstrate that it was at least paying lip-service to Arab League demands that it stop shelling civilians.

The use of artillery against protesters has been the government's favoured way of quelling unrest over the course of the nine-month uprising. The tactic has ensured that disaffected soldiers do not get close enough to protesters to defect while inflicting maximum terror.

Deprived of its weapon of choice, the regime was forced to resort to cruder methods. The security forces fired automatic rifles at protesters in the cities of Hama and Deraa and, according to opposition groups, used nail bombs to disperse demonstrators in Douma on the outskirts of Damascus.

Amateur video footage yesterday appeared to show an injured anti-regime activist in Douma being dragged along the ground.

Tens of thousands gathered outside Douma's Great Mosque after noon prayers. Security forces moved in as they attempted to march on Baladiah Square in the centre of the town.

"Halfway there, the security forces attacked, firing tear gas and nail bombs," said one protester, who identified himself as Ahmed. "The crowds dispersed, everyone was trying to hide. More than 100



Protesters pour into the streets in Daraa while pro-regime activists show their support in Homs, top right. Video footage showed an injured anti-regime protester. Above right, an anti-Assad protester in Istanbul

Assad's high-stakes gamble in admitting the Arab League looks unlikely to pay off

By David Blair
Chief Foreign Correspondent

SYRIA'S regime fought a stubborn diplomatic battle to prevent the Arab League from deploying observers inside the country.

After months of resistance, President Bashar al-Assad finally allowed a 100-strong mission to enter. This decision amounted to a high stakes gamble. Mr Assad hopes the observers will produce

a report that vindicates his regime's explanation for the unrest. He is gambling that they will believe the official narrative and blame the bloodshed on "armed gangs" and the supposed meddling of foreign powers.

But Mr Assad's reluctance to admit the mission betrays his lack of confidence. If he really thought that any outsider would buy his explanation, he would surely have avoided fighting a diplomatic struggle to exclude the Arab

League mission. The reason why he was determined to keep them out is simple: he fears their report will drive a coach and horses through his account of the bloodshed. Moreover, he thinks their presence could embolden the protesters.

Hundreds of thousands of Syrians marched against Mr Assad after Friday prayers, following appeals from the opposition that specifically mentioned the Arab League observers. Mr Assad's opponents believe they will be slightly

less unsafe when outside monitors are around. In addition the opposition wants to demonstrate the strength of popular feeling against the regime.

Mr Assad may have watched the footage of yesterday's demonstrations and regretted his decision to allow in the observers. But he will hope that his gamble may yet succeed. The monitors will spend a month in Syria and their presence beyond that deadline will be conditional on his agreement. If his

gamble fails, he could ensure they leave. In addition, the mission is led by Gen Mohammed Ahmed al-Dabi, a former head of Sudanese military intelligence. Syria's opposition fear that this pillar of Khartoum's repressive regime may indeed produce a report that gives comfort to Mr Assad.

So the jury is out on whether the president's gamble will pay off. Yesterday, however, the odds seemed against him.

were injured. Nails riddled the lower part of one man's body. It seemed he no longer had legs."

The regime has been accused of using nail bombs since August, resulting in a large number of amputations that have often been conducted in makeshift field clinics because protesters taken to hospitals have frequently disappeared. Fulfill-

ing the regime's fears, soldiers at two checkpoints in Douma defected to the opposition, according to a second protester. Joining forces with rebels from the Free Syrian Army, they fought gun battles with regular army units for much of the afternoon.

Elsewhere in the country, the security forces used tear gas and stun grenades,

which proved just as ineffective in beating the crowds back. In some areas, protesters wore white shrouds to symbolise their readiness for martyrdom. In others they marched arm-in-arm towards military positions, their chests bared as they called on the soldiers to shoot.

Protest organisers were exultant, claiming that the day was a turning point, one

on which a growing number of Syrians had shed their fear to join demonstrations for the first time. "This Friday is different from any other Friday," Abu Hisham, an activist in Hama, was quoted as saying. "It is a transformative step. People are eager to reach the monitors and tell them about their suffering."

However, large numbers of pro-Assad

protesters also took to the streets yesterday, waving national flags and pictures of their leader in Damascus. According to the official Syrian Arab News Agency, they gathered to express their rejection of the foreign intervention in internal affairs and show support for national unity.

Vicki Woods: Page 22

Vast Syrian crowds demand Arab League observers' help

Emboldened protesters turn out in hundreds of thousands to put new pressure on Assad

By **LOVEDAY MORRIS** *and* **MATTHEW KALMAN** *in Jerusalem*

In the largest demonstrations for months, as many as a million Syrians poured on to the country's streets yesterday, determined to draw their plight to the attention of Arab League ob-

servers who some fear will turn a blind eye to atrocities by President Bashar al-Assad's regime.

The protesters who swarmed on to public squares and roads from the country's most northerly cities to its southern border towns appeared emboldened by the presence of up to 100 monitors.

About 250,000 demonstrated in the central province of Hama, with a similar number in Idlib, near the Turkish border, according to the Syrian Observatory for Human Rights. The organisation

put the total number on the streets at nearly one million, in the biggest display of anti-government sentiment since at least July. In Homs, the city at the heart of the revolution, television footage showed dancing protesters chanting: "Revolution of glory and freedom Syria".

"This Friday is different from any other Friday. It is a transformative step. People are eager to reach the monitors and tell them about their suffering," said Abu Hisham, an activist in Hama.

But, even with the Arab League team present, the violence continued, and

appeared to take a more sinister turn. The Observatory claimed to have spoken to two people injured when a nail bomb was used by security forces to disperse a 70,000-strong demonstration in the Damascus suburb of Duma.

Live rounds and tear gas were also reported to have been fired on the protesters. With press access in the country severely restricted, such reports are difficult to verify.

Five were reported to have been shot

continued on **PAGE 2**



Robert Fisk on the downfall of the dictators
World PAGES 26-27

Syrians take to the streets – so President sends out the snipers

continued from PAGE 1

dead when security forces opened fire on protesters in the southern city of Deraa, and another five were killed in Hama, with a total of 20 dead in the clashes across the country, according to the human rights group. Five people were snatched by security forces in an overnight raid in Homs, it claimed.

The Syrian government had posted snipers on rooftops and deployed its forces at trouble spots after opposition groups called for mass demonstrations to mark the first Friday prayers of the Arab League mission.

The team is in Syria to verify the government's compliance with an Arab League plan to end the violent crackdown, which includes the removal of tanks from the streets.

Human rights groups have accused the government of hiding artillery from observers. Yesterday activists in Idlib said tanks had been concealed.

Human rights groups have accused the government of putting on a show of withdrawal

Comments from the head of the monitoring group, the Sudanese general, Mohamed Mustafa al-Dabi, who said he saw "nothing frightening" during his visit to Homs this week, have raised concerns among the opposition.

"70,000 people were shot with tear gas as they approached Clock Square. How can you not see anything?" said Rami Abdulrahman, the director of the Syrian Observatory for Human Rights.

While the remarks by General Dabi met with disbelief in the West, the Russian foreign ministry yesterday described his statement as "reassuring".

The comments came as government forces opened fire on demonstrators after Friday prayers in the eastern city of Deir el-Zour, the southern city of Deraa and elsewhere. In an indication of the diminishing levels of confidence in the Arab League team, protesters in Damascus chanted: "The monitors



Amateur video footage showing a protester injured in clashes in Duma. Above right, Arab League observers tour a government building in Deraa

ARAB LEAGUE THE 'OBSERVERS'



The Arab League mission in Syria descended into farce almost as soon as it began. Despite video footage showing Syrian forces continuing their bloody crackdown on protesters in Homs on Wednesday, the man overseeing the League's observation of the unrest described the situation as "calm", adding "there were no clashes".

Mustafa al-Dabi, a Sudanese general, was head of military intelligence following the 1989 coup led by Omar al-Bashir (subsequently accused of war crimes). It is alleged that General Dabi encouraged a brutal crackdown on rebels. He also cultivated Sudan's links with Syria.

Even as General Dabi spoke on Wednesday, the body of a child allegedly murdered by Assad's forces was placed on the bonnet of a white Arab League 4x4. He went on to say that there was "nothing frightening" in the town.



are witnesses who don't see anything."

The Local Co-ordination Committees said at least 130 people, including six children, have been killed in Syria since the Arab observers began their one-month mission on Tuesday.

In Washington, a State Department spokeswoman said that violence was continuing. "It's not only a matter of deploying the monitors," she said. "It's a matter of the Syrian government living up to its commitments to withdraw heavy weapons from the cities and to stop the violence everywhere."

Meanwhile, the Turkey-based commander of the anti-government Free Syrian Army said he had ordered fighters to stop offensive operations pending a meeting with the monitors.

Colonel Riad al-Asaad said his forces had so far been unable to talk to them. "I issued an order to stop all operations from the day the committee entered Syria last Friday," Colonel Asaad said.



Alarming signs of a whitewash in Syria
LEADING ARTICLE, PAGE 30

The pressure mounts. But Assad could hang on for years

Syrian President Bashar al-Assad looks to be on the ropes. A countrywide uprising against his rule began in March, but it seemed manageable. Assad himself was seen as a reformist hemmed in by hardliners. In April, US Senator John Kerry called him "a man who understood the challenge of his country". The government retained the support of many influential groups, including the Sunni business classes and many of Syria's minorities. Outside powers, fearful of what would follow Assad, held back.

All that has changed. Across Syria

COMMENT SHASHANK JOSHI



ascus. They shook Deraa in the south, a city that incubated this uprising, and Hama in the heartland. Newly arrived observers from the Arab League, overseeing the government's compliance with a peace agreement, bore witness to the crackdown – in Homs, protesters placed a five-year-old child's body on the observers' car.

In fact, Assad is probably far from defeated. Of course, he is straining

and tourism revenues have collapsed. Tax revenue next year will fall by half, and the government is severed from world credit markets. The squeeze on public spending will anger many civil servants, but printing money will result in destructive inflation.

At the same time, Assad is in a better position than Colonel Gaddafi was earlier this year. The Arab League's observer team is led by a Sudanese general who oversaw some of that country's worst atrocities in Darfur – little surprise that he said he found nothing to concern him in Homs. Russia, which sells arms to Syria and enjoys access to a naval base there, has suggested a con-

ing a major problem of defections, there remains a core of loyal and well-armed units led by Alawites, the sect to which the Assad dynasty belongs.

Even if the Arab League imposes harsher sanctions, who will police them? European members of Nato will spend next year consumed with their own problems. In the US, elections mean a risk-averse White House. Turkey is best-placed, but knows Assad could hit back, possibly through Kurdish rebels. The Arab League's mission will end in acrimony, and firmer Western support for Syria's opposition will follow. The question will then be whether Assad hangs on for months – or years.

La Presse (Canada)



PHOTO AMATEUR OBTENUE PAR REUTERS

D'immenses manifestations contre le régime syrien ont eu lieu dans plusieurs villes du pays, notamment à Khattab (sur la photo). Les forces gouvernementales ont abattu 25 manifestants.

Chaos en Syrie

Manifestations massives et bain de sang pendant la visite des observateurs arabes

AGENCE FRANCE-PRESSE

DAMAS — Des centaines de milliers de personnes ont manifesté hier contre le régime syrien, notamment dans des villes où se trouvaient les observateurs arabes, ce qui n'a pas empêché les forces de sécurité de réprimer dans le sang ces rassemblements.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a fait état de la mort hier de 32 civils (dont 25 dans les manifestations), 2 déserteurs et 5 soldats en Syrie, où la révolte contre le régime du président Bachar al-Assad ne s'essouffle pas.

Les observateurs, chargés de surveiller la situation dans le cadre d'un plan de la Ligue arabe visant à mettre fin aux violences, se sont rendus à Idleb, Hama, Homs et à Deraa, selon l'OSDH. La télévision officielle a dit qu'un groupe était également allé à Douma, près de Damas.

Civils dans la ligne de mire

À Deraa, berceau de la contestation, 5 civils ont péri lorsque les forces de sécurité ont ouvert le feu à balles réelles sur une manifestation, et à Hama, au moins 7 autres ont été tués et plus de 20 blessés, selon l'OSDH.

Dans la province d'Idleb, plus de 250 000 manifestants se sont rassemblés dans des dizaines de villes. À Idleb même, 3 manifestants ont été tués et 37 autres blessés par les forces de sécurité.

Toujours selon l'OSDH, des énormes manifestations ont eu lieu à Homs, bastion de la contestation, où la sécurité a ouvert le feu. Six personnes ont péri.

À Douma, plus 60 000 personnes ont manifesté, selon l'OSDH, qui a précisé que les forces de sécurité avaient fait usage de bombes à clous et de gaz lacrymogènes pour disperser les protestataires, blessant 24 d'entre eux.

Les forces de l'ordre ont également ouvert le feu sur des manifestants à

Damas, tuant une personne, selon l'OSDH.

« Nous vous demandons de faire la distinction entre l'assassin et la victime. Notre révolution [...] est pacifique », ont écrit les militants sur leur page Facebook Syrian Revolution 2011, à l'adresse des observateurs arabes.

Haytham Maleh, avocat des droits de l'homme et membre du Conseil national syrien (CNS), principal mouvement de l'opposition, a demandé que les observateurs s'acquittent de leurs obligations en « restant dans les villes qu'ils visitent pour protéger les habitants ».

Le plan de sortie de crise de la Ligue arabe prévoit l'arrêt des violences, la libération des détenus, le retrait de l'armée des villes et la libre circulation dans le pays pour les observateurs arabes et la presse.

TÉMOINS DE LA VIOLENCE

Les observateurs de la Ligue arabe en Syrie font face à une mission difficile, surveillés de près par les services de sécurité syriens et talonnés par des militants antirégime armés de téléphones portables surveillant leurs moindres gestes. Les vidéos, capturées par portables et diffusées sur l'internet par les militants et de simples habitants, constituent presque les seuls témoignages de la situation en Syrie, secouée depuis la mi-mars par une révolte réprimée dans le sang et où les autorités limitent de façon draconienne l'accès des médias étrangers. « Mon général, après être venu ici, vous pourrez dire au monde qu'un massacre se déroule depuis cinq jours dans notre quartier », interpelle un jeune homme sur une vidéo diffusée sur YouTube et tournée dans le quartier rebelle de Baba Amro, à Homs, le 27 décembre. « Le régime dissimule ses attaques parce que vous êtes ici », ajoute-t-il, alors que l'on peut voir un char au bout de la rue et des débris tout autour. — AFP

Le Soleil (Canada)

«La liberté et la paix»

Les Syriens manifestent par centaines de milliers sous les yeux des observateurs

Agence France-Presse et Associated Press

DAMAS — Des centaines de milliers de personnes ont manifesté hier contre le régime syrien, revigorés par la présence des observateurs arabes, ce qui n'a pas empêché les forces de sécurité de faire couler le sang.

usage de bombes à clous et de gaz lacrymogènes pour disperser les protestataires.

«Nous vous demandons de faire la distinction entre l'assassin et la victime. Notre Révolution [...] est pacifique», ont écrit les militants sur leur page Facebook Syrian Revolution 2011, à l'adresse des observateurs arabes.

DES DOUTES

Certains se demandent si les observateurs représentant des pays ayant parfois un piètre bilan en matière de droits de la personne sont en mesure de s'assurer que le régime syrien respecte ses engagements. L'accord signé avec la Ligue arabe vise à mettre fin à la répression sanglante qui, selon l'ONU, a fait plus de 5000 morts depuis la mi-mars.

L'ONU a jugé «impératif que la mission d'observateurs dispose d'un accès sans restriction et d'une coopération en lère du gouvernement syrien et que son indépendance et son impartialité soient entièrement préservées.

Reporters sans frontières a demandé aux observateurs de revenir aux «ombreaux» profes-



«Nous sommes ceux qui cherchent la liberté et la paix. Nous ne sommes ni des voleurs, ni des bandits», ont écrit les manifestants au sol lors d'une manifestation à Homs. — PHOTO AP

sionnels de l'information détenus et d'exiger leur libération.

La mission de la Ligue arabe, malgré le scepticisme entourant son efficacité, a toutefois eu pour effet de dynamiser le mouvement

de contestation. Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté cette semaine dans des villes et des quartiers où les observateurs doivent se rendre. Craignant apparemment des rassem-

blements similaires à ceux de la place Tahrir en Egypte, les forces de sécurité n'ont pas hésité à tirer sur la foule. Au moins 130 personnes ont été tuées depuis l'arrivée des observateurs, mardi

Los Angeles Times (USA)

In Syrian town, a game of cat and mouse

Protesters at burning barricades and army snipers atop buildings shatter a Damascus suburb

A SPECIAL CORRESPONDENT REPORTING FROM DUMA, SYRIA

It's Friday, and this suburb just seven miles from the capital and dangerously close to the epicenter of the Syrian regime's control is in lockdown.

Army trucks carrying extra troops trundle through the nearly deserted streets around the central mosque. The hunched green outlines of soldiers can be made out on the tops of tall buildings, following the movement below with the tracer points on their sniper rifles.

Down the street, locals position their defenses: flaming barricades made of the week's trash, rocks and garbage cans.

As midday prayers end, the sounds echoing from the mosque minarets fade and the chants of bubbling defiance aimed at Syria's president begin once more in the alleyways of this caldron of antigovernment resistance outside Damascus. "God is our only leader! Death to Bashar Assad!"

Small groups of residents make their way to the edge of Duma's main avenue: the "kill zone," well within range of the rooftop snipers.

Men huddle at the doorway of the central mosque, planning their exit, fearful of being shot at as they leave. The chants and encouraging calls of the protesters grow louder until, mustering courage, the men leap out in groups, hurling themselves across the avenue and into the relative safety of the alley opposite to join the protesting crowd.

The armed forces seem on edge: the first protesting voices, just 10 or so people, are enough to prompt gunfire. Ten yards from the mosque, a middle-aged man steps out of his shop onto the street. A bullet hisses by, just above his head, smacking into the wall of the store. He jumps back inside.

Their adrenaline high, shouting "Freedom!" at the top of their lungs, people swell the crowds in the alleys. Soon each tributary to the central avenue has groups of 100 men or more, shouting. Some keep their identities hidden with balaclavas or by painting their faces with the colors and pattern of the pre-regime Syrian flag.

Old men gather with the young, black-and-white hand-stitched kaffiyehs draped on their heads. Boys no older than 10 scamper among the men.

A man on an old red motorbike speeds around the back streets and alleys, ferrying protesters between demonstrations and warning locals of the army's movements. Smoke and sound grenades rain down as soldiers try to hit the side streets.

"There are dogs in that street," locals warn one another, referring to the



Ugarit News Group

A VIDEO IMAGE purportedly shows an injured protester being evacuated from the scene of a demonstration in Duma, a suburb of the Syrian capital. "There are dogs in that street," residents warn, speaking of the army.

muttered Sami, an activist who is escorting an un-sanctioned foreign reporter to the scene. He does not want his full name published to avoid retribution.

Women do not participate in Friday protests, Sami says, because of the danger. The painted metal doors of homes are left ajar, an invitation of shelter to the demonstrators should the situation turn bad.

Less than two feet away, a soldier's gun makes a dull *clunk* against his side as he turns to face Sami. He steps forward as if to stop him, then thinks better of it and lets him continue down the road.

"You see, they are everywhere. On every corner, on every street, watching us," the activist says. "What kind of freedom is this?"

"This is not Kandahar or Baghdad — this is my Duma!" he adds, still sounding incredulous at the scenes unfolding in his small hometown.

Lampposts, mosques and public buildings are etched with colorful messages of dissent: "Down with the dictator" and "We live for freedom." They are interspersed with black smudges and blocks of thick black paint — marks of the security forces' constant battle to block the blasphemy against the regime.

Further away, where the town peters out into mud huts and countryside, five men peer from an olive grove. Armed with rusty Kalashnikovs, they are a deployment from the fledgling Free Syrian Army, military defectors who support the opposition.

"We are watching, waiting in case the protesters need us to intervene," says one man, a red kaffiyeh hiding his identity. "We are here to protect them. If the army attacks too strongly, we will fight back."

They won't be needed

As one demonstration melts away, another appears in a different street, pockets of resistance scattered across the town.

Two young men, 18-year-old twins, arrive in an empty alley where two children are kicking a ball. They have just been released from two months' detention at an intelligence facility in downtown Damascus.

They say they were ar-

rested at their farmhouse in the Damascus countryside on a sunny October day.

Accused of owning large speakers that might be used in antigovernment demonstrations, they say they were repeatedly tortured for information about activists.

Now they stand thin, pallid-skinned, with hair just beginning to grow back on their shaven heads. But

the torture, they say, only reinforced their desire to oust the government. Less than an hour after their release, the brothers say, they put on their jackets and left home in search of the next protest.

The correspondent, who was not accredited to report in Syria, is unidentified to protect sources in the country.

IMAGINE THE PLACES IT WILL GO.

NECKLACE, \$34,000.

MIKIMOTO

al Awar

Model is an actual Alvi Anwar patient

Find out about Alvi the lates

The Washington Post (USA)

Observers inspire Syrian protesters

DEMONSTRATORS SEEK MONITORS' NOTICE

16 reported killed in clashes with security forces

BY ALICE FORDHAM

BEIRUT — Tens of thousands of protesters poured into streets across Syria on Friday, braving a government onslaught of tear gas, nail bombs and gunfire that activists said killed at least 16 people. The demonstrations marked a display of renewed vigor for opponents of President Bashar al-Assad, who are eager to make their case during a visit by Arab League observers.

Crowds of demonstrators, dancing and singing, gathered in parts of the Damascus suburbs and the cities of Homs and Hama, where the monitors were visiting, in an apparent bid to draw international attention to the brutality of Assad's crackdown on dissent.

In Douma, outside Damascus, more than a dozen soldiers were said to have defected during protests there, shooting at their commanders before escaping, while thousands of people clustered in the suburb's main square, singing, "We don't want you, Assad," and waving banners asking the Arab League to help them. Soldiers later fired tear gas and nail bombs into the crowd, causing more than 70 injuries,

said one member of the Local Coordination Committees activist network.

The monitors' presence has reinvigorated a protest movement that had been flagging according to activists.

"When they saw the Arab League, they felt confident," said Rami Abdulrahman of the London-based Syrian Observatory for Human Rights. He added however, that the approximately 60 observers in the country have not been able to achieve their stated mission of overseeing an agreement for troops to withdraw from the cities, end the use of force against peaceful protesters and free political prisoners.

Many Syrians have expressed disappointment with the role played by the monitors, but they have continued to try to protest in areas where the monitors can see them.

The activist in Douma said observers stood on the steps of a mosque during the demonstration there and spoke with people in the crowd about protest deaths, abuse in detention, the searching of houses and electricity cuts. But he, too, voiced skepticism.

SYRIA CONTINUED ON A10

Protesters in Syria turn out in sight of Arab League team

SYRIA FROM AI

cism about their role.

“The mission was for one thing: to make the regime stop killing us,” he said. “Until now, the regime did not do that, so I am not generally hopeful for the mission.”

Wissam Tarif, a human rights activist with the Avaaz organization, said that protests had grown since the observers arrived, not because Syrians felt any safer in the streets but because they wanted to be visible.

“The people are willing to take the risks to show the Arab League what is happening,” he said.

Tarif added that activists had

“When they saw the Arab League, they felt confident.”

Rami Abdulrahman, Syrian Observatory for Human Rights

told Avaaz researchers that three people in Homs were arrested after speaking with the observers earlier this week, including one woman whose son was in detention.

A nine-month crackdown by Syrian forces on the scattered protest movement has killed more than 5,000 people, according to a United Nations estimate, and the opposition has become increasingly militarized.

The death toll has continued to rise since the Arab League delegation arrived more than a week ago, with more than 150 people killed, including at least 34 who died or were found dead Friday, according to Abdulrahman, the London-based cam-

paigner. Friday’s countrywide toll included at least 27 civilians, two defected soldiers and five members of the security forces, he said.

Heavy tanks and artillery have partially withdrawn from cities, although some protesters assert that they have been hidden in places across the country, including in the mountains in northwestern Idlib province, rather than returned to military bases.

An activist in Damascus said that since a double car-bombing that killed more than 40 people last week, the capital has filled with checkpoints and snipers have been stationed atop buildings.

The opposition military operations also appear to be continuing. A video uploaded Wednesday purported to show armed rebels attacking vehicles full of security forces in Daraa, the southern city where the uprising began. The five security personnel who died Friday were killed in an ambush outside Homs, Abdulrahman said.

Syrian authorities tightly control journalists’ access to the country, making it impossible to verify information.

The Free Syrian Army, a loose group of defectors and armed rebels commanded by exiled former Syrian officers, said Friday that it has suspended operations to allow the Arab League to operate.

“We want to give the Arab League mission a chance and remove any pretext for the regime to blame us for bloodshed similar to the Damascus bombings,” Col. Malik Kurdi said by telephone. He said he hoped the delegation would accurately record the situation in Syria and call for international intervention by the U.N. Security Council.

fordhama@washpost.com

The Washington Post (USA)

Syrian opposition groups sign accord

But coalition agreement does not sit well with rank-and-file members

BY ALICE FORDHAM

BEIRUT — Two leading factions of Syria's political opposition moved toward forming a coalition by agreeing on a blueprint for a democratic transition of power, a step hailed and condemned by their deeply divided members.

The accord by the leaders of the Syrian National Council (SNC) and the National Coordinating Committee for Democratic Change (NCC) rejects foreign intervention in Syria but calls for the protection of civilians by all legitimate means, according to a statement on the NCC's Web site.

At least 5,000 people have been killed in a nine-month crackdown by Syrian forces on protests against President Bashar al-Assad, according to a United Nations estimate. The violence has prompted the United States and many other nations to join in calling for Assad to step down.

"Of course, it's a positive development," Khaldoon al-Aswad, a member of the executive committee of the NCC, said of the agreement between the two factions. "We have been trying to create some form of political alliance from the beginning of the uprising in March."

However, the agreement was swiftly criticized by rank and file members of both parties, underscoring the weakness of the parties and other groupings in Syria, where all political activity has been tightly controlled for more than 40 years by Assad and his father, Hafez.

"The reaction so far has been very negative," said Amr al-Azm, a U.S.-based member of the Syrian National Council. "The vast majority of the SNC were unaware of this agreement, and they are very discouraged." He added that many in the opposition have criticized council leader Burhan Ghalioun because the agreement doesn't call for an international intervention in Syria.

Many protesters want an internationally enforced no-fly zone over Syria, buffer zones on the borders and even the supply of arms to rebel fighters.

Another SNC member, Rami Nakhle, posted on Facebook that he was expecting the group's general assembly to refuse to ratify the agreement. "We might be living the first democratic experience in ages," he wrote. "You can say that it is like the Syrian government signed an agreement and the people's council refused it."

Khalid Kamal, an NCC member in Syria, told al-Jazeera satellite television that members of his group also had not been consulted on the agreement and that they would call for a no-fly zone.

Such fragmentation has frustrated the opposition in Syria, according to an activist near Damascus who gave his name as Adam Nasir. People are "sick of the politicians," he said. "Their opinion is that all of the politicians should unite."

The divisions also have posed problems for Western policymakers, who have not been presented with a clear alternative to Assad's rule, said Andrew Tabler of the Washington Institute for Near East Policy.

"The problem is that the Syrian opposition can be quite begrudging," Tabler said. "They complain a lot about the different accords that are signed, and that doesn't help their cause." The tendency is for the groups to join together, he added, "but it's happening more slowly than we would like."

Protests in Syria continued Saturday with demonstrators displaying renewed energy since the arrival last week of a delegation of Arab League monitors.

The monitors' mission is to oversee the implementation of an agreement by the government to cease the use of deadly force against protests, withdraw troops from the cities and release political prisoners.

Rami Abdulrahman of the London-based Syrian Observatory for Human Rights said no one had been killed in protests Saturday, a possible sign that the military is easing its crackdown.

fordhama@washpost.com

Jerusalem Post (Palestine occupée / Occupied Palestine)

Syrian opposition fears failure of Arab mission

Two leading Syrian dissident groups sign 'road map to democracy' document

• By ERIKA SOLOMON

BEIRUT (Reuters) – The Syrian opposition is pessimistic about the chances that Arab League monitors now visiting the country can halt President Bashar Assad's nine-month crackdown on anti-government protest, activists said Saturday.

There is little faith in the ability of the small observer team from fellow Arab states to bring about a withdrawal of armed forces from Syria's most turbulent cities and open the way to a peaceful dialogue leading to change, they said.

Some activists fear the country may slip into civil war if the Arab mission fails. An opposition leader in exile predicted the United Nations would have to step in.

"We don't know what to do. But we know Assad and his regime won't give us what we want," said opposition activist Ziad in Douma, a suburb of Damascus that has become a city in revolt. "So why should we wait for them to help us?"

"Assad wants us to raise our weapons and kill each other and he is pushing us towards that every day. We wanted the monitors to help us find a solution, but it won't happen."

The Arab League mission is destined to fail, said the Paris-based head of the opposition Syrian National Council, Burhan Ghalioun.

"If the regime fails to meet the commitments it made, there is no other solution except going to the [UN] Security Council and I think we are walking toward the Security Council," he told Al Jazeera television. "As you saw, the regime is still using snipers and is still using Shabeeha [thugs] and is still preventing people from protesting in public places," said Ghalioun, who is pressing for greater international intervention despite the fact the West is opposed by Russia and China in the Council on this key issue.

Despite the presence of monitors, which appeared to act as a deterrent on the army in some places, the British-based Syrian Observatory for Human Rights, an opposition activist network that documents the violence with names and circumstances, said 27



AN ARAB LEAGUE observer takes photos for anti-government protesters on the streets in Adlib on Friday. (Reuters)

civilians were killed by security forces Friday.

It said five members of the security forces were shot dead in a clash in the flashpoint city of Homs, where members of the Free Syrian Army made up of army defectors have established no-go zones to protect opposition districts.

Some Syrians fear that unless Assad agrees to peaceful change, continuing violence will ignite a sectarian war between the majority Sunnis, who support the revolt, and minorities, including Assad's Alawite sect, who want no change of regime.

Assad, 46, has signed up to an Arab League plan for a verifiable withdrawal of his troops and heavy weaponry from towns and cities, where they have been trying to crush protests that have raged since March.

Hundreds of thousands poured into the streets in major protest cities on Friday to display their determination and hoping the

presence of monitors would deter the army from using live ammunition in front of a watching world.

"The army didn't attack people once the monitors arrived," said Ziad. "The army has hidden its weapons and they were stopping people by throwing stones. We haven't seen them do that for six or seven months. They even ran away from us."

The state news agency SANA reported at length on "massive demonstrations" throughout the country on Friday in support of Assad, and against "the plot that Syria is exposed to."

Demonstrators denounced "the pressure and biased campaigns targeting Syria's security and stability" and the "lies and fabrications of the misleading media channels," which caused the shedding of Syrian blood, it said.

Mass rallies in the Damascus region "participated in lighting the 'Homeland Tree,' which is decorated with the photos of the army

and policemen martyrs," SANA reported.

The Arab League mission, which began Monday, has energized the protesters while provoking scepticism in Western countries.

"We are determined to show them [the monitors] we exist. Whether or not there's bloodshed is not important," said an activist named Abu Khaled in the northern city of Idlib, in a typical comment on Friday.

Amateur video showed teams of monitors in white baseball caps and yellow safety vests being mobbed and harangued in dense crowds of excited protesters. Some rushed at the observers, trying to shout over the thousands chanting "The people want to liberate the country!"

The UN estimates more than 5,000 people have been killed across Syria since March – most shot during peaceful anti-government protests but many others were killed in rebel attacks and local defense actions.

In parts of Hama, a city with a history of revolt and savage repression, videos showed protesters fleeing the main streets on Friday as heavy gunfire erupted in the background. In one such segment, a few men rushed back, ducking in the crackle of gunfire, to carry away a man who had fallen limp in the street.

In Zaid's Damascus suburb, Douma, protesters bore away a man whose leg had been shredded by what they said were nail bombs.

The Arab League mission has met with strong scepticism from the outset over its makeup, its lack of numbers – due to rise from 60 to 150 – and its reliance on government transport.

The UN said it was critical the team's "independence and impartiality be fully preserved."

Spokesman Martin Nesirky urged the Arab League to "take all steps possible to ensure that its observer mission will be able to fulfill its mandate in accordance with international human rights law standards." He said the UN was willing to give the League observers training on human rights monitoring.

Ednan al-Khodeiry, who heads the Arab League mission's operations center in Cairo, said a group of 22 Iraqi monitors who were due to arrive on Friday were delayed and would arrive mid-week, along with members from Gulf states.

"There will be a weekly report in which we will evaluate the mission's work over the week. The mission hasn't completed a working week in Syria yet," he said.

Arab League Secretary-General Nabil Elaraby said at the outset of the mission that it should take only a week to establish if Assad was keeping his promises. It would not take a month, he said.

The commander of the Free Syrian Army told Reuters on Friday he had ordered his fighters to stop offensive operations while the ISA tried to arrange a meeting with the monitors. But in a newspaper interview published on Saturday he said if the Arab mission was "not professional, then we will resume our defense operations."

Two leading Syrian opposition parties have agreed to a road map to democracy if mass protests succeed in toppling Assad, according to a copy of the document seen by Reuters.

The leading opposition group in exile, the Syrian National Council (SNC), signed the deal with the National Coordination Committee, a group whose majority is inside Syria and which had disagreed with the SNC's calls for foreign intervention.

That was one of several disputes that had fractured opposition groups and prevented them from reaching agreement on what a post-Assad Syria would look like.

Under their pact, the two sides "reject any military intervention that harms the sovereignty or stability of the country, without considering Arab intervention to be foreign."

Activists in Syria expressed pessimism on Saturday that Arab League monitors now visiting the country can halt Assad's nine-month crackdown on the protests and have called for Arab states to take tougher measures to stop the bloodshed.

The deal outlines a one-year transitional period, which could be renewed once if necessary. In that period, the country would adopt a new constitution "that ensures a parliamentary system for a democratic, pluralistic civil state and guarantees the exchange of power through elections for a parliament and president of the republic."

The document says the deal will be presented to other opposition groups at a conference next month. Moulhem Droubi, a top ranking member of the SNC from Syria's Muslim Brotherhood, confirmed to Reuters the document had been signed on Friday.

The document states "the people will be the source of power and basis of legality" and requires the state to be based on a separation of legislative, executive and judicial powers.

It also states religious freedom will be guaranteed by the new constitution and condemns any signs of sectarianism or "sectarian militarization."

Opposition groups have come under criticism from some of their own members for not condemning sectarianism more openly and seeking full religious freedoms.

"All violence and ethnic, religious or sexual discrimination will be rejected," the agreement says.

Série de manifestations anti-Assad au Liban-Nord et dans la Bekaa

La journée de mobilisation populaire organisée dans différentes localités syriennes hier comme chaque vendredi – s'est accompagnée d'une manière concomitante de manifestations hostiles au régime de Bachar el-Assad dans diverses régions du Liban-Nord et de la Bekaa.

A Tripoli, notamment, une manifestation a été organisée dans la région de Bab el-Jebbarh après la prière du vendredi, à la sortie de la mosquée. Les manifestants, qui brandissaient le drapeau de la révolution syrienne, ont scandé des slogans hostiles au régime baassiste de Bachar el-Assad, tandis que l'armée libanaise était fortement déployée sur les lieux. Les protestataires ont également appelé le gouvernement à mettre fin aux violations syriennes continues du territoire libanais, notamment dans la région de Wadi Khaled, au Akkar, où trois civils libanais ont été tués mardi dernier par

des tirs de l'armée syrienne.

A Kobbeth, au nord de Tripoli, des manifestants ont également défilé dans les rues après la prière du vendredi, exprimant leur soutien à la révolution syrienne. Les manifestants, regroupés sur la place Ibn Sina, ont organisé un sit-in durant lequel ils ont réclamé l'intervention de la Ligue arabe et des Nations unies pour mettre fin à la répression sanglante exercée par le pouvoir baassiste.

Des marches ont également eu lieu dans plusieurs villages du Akkar, notamment à Wadi Khaled et à Bin, en solidarité avec les victimes de cette région, tombées sous les balles des forces syriennes fidèles au pouvoir de Bachar el-Assad. Notons que plusieurs civils libanais ont été tués depuis octobre lors d'incursions en territoire libanais de troupes syriennes qui ont ouvert le feu sur des villages frontaliers, et plusieurs personnes ont été

blessées dans des tirs provenant du territoire syrien.

Par ailleurs, dans la Bekaa, des rassemblements contre le régime syrien ont également eu lieu dans les villages de Saadnayel et de Taalabaya. Les manifestants brandissaient des drapeaux noirs, exprimant ainsi leur condamnation de la répression sanglante menée contre le peuple syrien.

Arrestation d'un opposant

Signalons, par ailleurs, que l'association libanaise pour la démocratie et les droits de l'homme (« Life ») a fait état de l'arrestation hier par les services de renseignements de l'armée libanaise d'un soldat syrien dissident, Chyar Ibrahim Mohammad, dans le secteur de Mazraa. L'association précise que le soldat dissident, qui s'appretait à quitter le Liban aujourd'hui, possédait des papiers délivrés par le Haut-Commissariat pour les réfugiés, ce qui rend son arrestation

illégale, affirme « Life ».

Les inquiétudes de Feltman

Sur le plan diplomatique, le secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Moyen-Orient, Jeffrey Feltman, a exprimé les inquiétudes de son pays concernant les retombées de la crise syrienne au Liban. « Nous avons peur que Bachar el-Assad tente de transférer la crise au Liban », a-t-il déclaré, dans une interview publiée hier par le quotidien *an-Nahar*. « Nous sommes inquiets pour la souveraineté libanaise du fait des violations du territoire libanais par l'armée syrienne », a-t-il déclaré.

Concernant la mission des observateurs arabes en Syrie, M. Feltman a déclaré que si le rapport des observateurs est « négatif, la communauté internationale devra alors étudier ses options pour mettre fin aux violences » en Syrie.

M. Feltman a également

dit que les observateurs arabes devraient bénéficier « d'un peu de temps » pour contrôler la bonne application des engagements pris par la Syrie dans le cadre d'un protocole signé avec la Ligue arabe.

Interrogé sur des informations relayées par la revue américaine *Foreign Policy* selon lesquelles les Etats-Unis et la Turquie envisagent de mettre en place des « corridors humanitaires » ainsi que des zones tampons à la frontière turco-syrienne ou même une zone d'exclusion aérienne, M. Feltman a indiqué que « des discussions sont en cours avec les leaders turcs ». Nous devons considérer d'autres options d'urgence si (le président syrien) Bachar el-Assad ment à nouveau... Nous discutons des mesures qui vont être prises avec les Européens, les Turcs, nos alliés arabes... Mais je ne veux pas répondre à des questions hypothétiques », a-t-il

ajouté.

L'Orient-Le Jour (Liban /Lebanon)

Les observateurs noyés dans des marées humaines de protestataires

Syrie Des images CNN montrent un « contrôle total » de l'ASL sur le quartier de Bab Amro à Homs ; 38 tués hier.

Des centaines de milliers de personnes ont manifesté hier contre le régime syrien, notamment dans des villes où se trouvaient les observateurs arabes, ce qui n'a pas empêché les forces de sécurité de réprimer dans le sang ces rassemblements. L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a fait état de la mort hier de 20 civils (dont 13 dans les manifestations), deux militaires dissidents et cinq soldats. La chaîne al-Arabiya a, elle, fait état de 32 tués, tandis qu'al-Jazira rapportait un bilan de 38 morts.

À Deraa, berceau de la contestation, cinq civils ont péri lorsque les forces de sécurité ont ouvert le feu à balles réelles sur une manifestation, et à Hama, au moins cinq autres ont été tués et plus de 20 blessés, selon l'OSDH. Dans la province d'Idleb, plus de 250 000 manifestants se sont rassemblés dans des dizaines de villes, notamment Idleb, où deux manifestants ont été tués et 37 autres blessés par les forces de sécurité, Marek al-Noman, Khan Chelkhouna et Sarqeb. Toujours selon l'OSDH, des énormes manifestations ont eu lieu à Homs, bastion de la contestation, où les agents de sécurité ont ouvert le feu. Dans cette ville, les corps de cinq personnes arrêtées dans la nuit ont été retrouvés. Une stérile, blessée ce matin par les forces de sécurité, a succombé à ses blessures. Dans la région de Homs, cinq membres des forces de sécurité ont été tués par des soldats dissidents à un barrage près de Houla. Et deux civils et deux soldats dissidents ont été tués dans une embuscade tendue par les forces armées près de Tal Kalakh, à la frontière libanaise, a indiqué l'OSDH. À Douma, plus de 60 000 personnes ont manifesté, selon l'OSDH, qui a précisé que les forces de sécurité avaient fait usage de bombes à clous et de gaz lacrymogènes pour disperser les protestataires, blessant

24 d'entre eux. Les forces de l'ordre ont également ouvert le feu sur des manifestants à Damas, arrêtant des protestataires au moment où ils quittaient les mosquées. À Alep, relativement peu touché jusqu'à présent par le soulèvement, des partisans du régime ont « réprimé violemment » une manifestation dans le quartier Salaheddine, selon la même source.

L'ASL à Bab Amro

De son côté, l'Armée syrienne libre (ASL), formée des militaires dissidents, a reçu l'ordre de cesser le combat pendant la visite des observateurs, a annoncé son commandant. Elle pourrait jouer un rôle crucial dans le cadre du dialogue prévu par le plan de la Ligue arabe. « J'ai donné l'ordre de cesser toutes les opérations à partir du jour où la commission est entrée en Syrie, vendredi dernier. Toutes les opérations ont été stoppées, à l'exception des cas d'autodéfense », a déclaré le lieutenant-colonel Riad al-Asaad. « Nous avons tenté de communiquer avec eux (les observateurs) et nous avons demandé à reconnaître l'équipe, sans succès jusqu'ici. On ne nous a pas donné les numéros (de téléphone) des observateurs, malgré nos demandes. Personne ne nous a contactés non plus », a-t-il ajouté.

Il n'en reste pas moins que la chaîne de télévision CNN a diffusé hier un reportage « exclusif » de l'intérieur de Bab Amro à Homs évoquant un « contrôle total » de l'ASL sur ce quartier. Des interviews avec des officiers qui expliquent leur action visant à empêcher les soldats loyalistes d'avancer vers le quartier émaillent ce reportage ; l'un de ces gradés demandant une zone d'exclusion aérienne sur le quartier pour permettre à davantage d'hommes de faire dissidence et de rejoindre les rangs de l'ASL. Le reportage

montre également des rondes nocturnes visant à empêcher l'entrée de chabbhis dans le périmètre de Bab Amro. Les insurgés se sont laissés filmer à visage découvert au milieu de rivières particulièrement enthousiastes.

« J'ai vu des snipers de mes propres yeux »...

En attendant, confrontés à une mission difficile, surveillés de près par les services de sécurité syriens et talonnés par des militants antrégitime armés de téléphones portables et surveillant leur moindre geste, les observateurs arabes se sont rendus hier à Idleb, Hama, Homs et Deraa, selon l'OSDH. À Deraa, un observateur a assuré à al-Jazira avoir « vu de (ses) propres yeux des snipers sur les toits de certains bâtiments », affirmant avoir demandé aux autorités syriennes de les « faire descendre immédiatement, sinon d'autres mesures seront prises ».

La télévision officielle a également indiqué qu'un groupe était allé à Douma, près de Damas. Dans cette ville, devant une foule en colère, un observateur a déclaré que son équipe était seulement en mission d'observation et qu'elle n'avait pas pour objectif de renverser le président Bachar el-Assad, a révélé une vidéo diffusée sur la chaîne al-Jazira. Sans donner son nom, il a ajouté qu'il promettait de faire état des souffrances des manifestants. « Nous vous demandons de faire la distinction entre l'assassin et la victime. Notre révolution (...) est pacifique », ont écrit les militants sur leur page Facebook The Syrian Revolution 2011, à l'adresse des observateurs. Tout en exprimant des doutes sur l'efficacité de la mission, des opposants ont jugé que la présence des experts « assurait en quelque sorte une protection » aux manifestants.

Pour Bourhan Ghaloum, chef du Conseil national syrien (CNS), « le secrétaire



Comme partout ailleurs en Syrie, une manifestation monstre a eu lieu hier à Khartab. Photo Reuters

général de la Ligue arabe doit publier un rapport quotidien sur les éventuels progrès qu'enregistrent les observateurs afin que nous puissions juger de l'étendue des promesses que le régime ne tient pas : les chabbhis sont toujours dans les rues et les prisonniers dans leurs geôles. Le régime syrien est incapable de respecter l'accord qu'il a signé avec la Ligue arabe », a-t-il insisté, relevant que ce dossier va « de nouveau aller au Conseil de sécurité », qu'il a appelé à faire sien le plan arabe et à l'appliquer « à sa manière ». Et de conclure à l'adresse d'al-Jazira qui l'interviewait : « Les vrais rapports de terrain, c'est vous qui les offrez. » Quant à Haytham Maleh, avocat des droits de l'homme et membre du Conseil national syrien (CNS), principal mouvement de l'opposition, il a demandé que les observateurs s'acquittent de leurs obligations en « restant dans les villes qu'ils visitent pour protéger les habitants ». Ils doivent « vérifier l'application » par le régime de toutes les clauses de l'initiative arabe, a-t-il dit en jugeant leur nombre insuffisant.

Au niveau international, Washington a jugé utile la présence des observateurs, tout en se disant préoccupé

que « la violence perdure », alors que la France a jugé « prématuré » de se prononcer sur les résultats de la mission. Catherine Ashton, chef de la diplomatie européenne, a invité Damas « à se conformer à tous les points du plan d'action de la Ligue arabe ». L'ONU a jugé « impératif » que la mission d'observateurs dispose d'un accès sans restriction et d'une coopération entière du gouvernement syrien et que son indépendance et son impartialité soient entièrement préservées. La Russie, alliée de la Syrie, s'est dit « satisfait » du début de la mission, citant son chef, le général soudanais Mohammad Ahmad Moustapha al-Dahl, selon qui « la situation est rassurante » à Homs. Reporters sans frontières (RSF) a demandé aux observateurs de rendre visite aux « nombreux » professionnels de l'information détenus, et d'exiger leur libération, tout comme celle de l'ensemble des personnes toujours incarcérées. « Il est également important qu'ils recueillent le témoignage de ceux qui ont été libérés (...). Sinon cette mission d'observation n'aura été qu'une mascarade », a en outre estimé RSF.

(Sources : agences et rédaction)

The Daily Star (Liban / Lebanon)

Syrians show discontent to monitors

Activists estimate up to 250,000 people turned out to demonstrate in Hama and Idlib

BEIRUT: Arab League monitors appeared to give some level of protection to peaceful protesters who gathered in their largest numbers yet Friday to demonstrate against the government in Hama and Idlib.

Activists estimated up to 250,000 people turned out to protest in two of the country's most restive cities of Hama and Idlib.

Elsewhere, opposition activists said that Syrian security forces opened fire at protesters Friday, and killed up to 22 people.

Five members of the security forces were also killed in a shooting in the city of Homs, the British-based Syrian Observatory for Human Rights said.

Assad 46, has signed into an Arab League plan for a verifiable withdrawal of his heavy weaponry and army from cities, where more than 5,000 people have been killed since March — many shot during peaceful anti-government protests but also many killed in rebel attacks and local defence actions.

But the presence of Arab League monitors in hotspots across Syria since Monday has, if anything, energized

the protesters.

Demonstrators determined to show the strength of their movement to the monitors Friday threw rocks at security forces in the Damascus suburb of Douma, where troops tear gassed the chanting crowds.

Five people were shot dead in the city of Hama and five in the city of Derna in the south as crowds braved army and police.

"We are determined to show them [the monitors] we exist. Whether or not they believe us or not," said Ahmad al-Taj, an activist named Abu Khalid said by telephone from the northern city of Idlib, one of the epicenters of nine months of unrest.

Editorial PAGE 7

Most foreign media are banned from Syria and witness reports are hard to verify.

An opposition supporter named Mostafa al-Taj said he tried to reach the main square to start a sit-in, but failed "because the security forces are firing a lot of tear gas and a few rounds of live fire."

"People hoped the presence of monitors will prevent fierce attacks. I believe we have partial protection. I don't think they would use live fire on us in front of the monitors."

Amateur video from Idlib showed monitors in white bachelors caps and yellow safety vests wading through a

sea of protesters.

Some crouched at the observers, trying to subvert a few words over the thousands chanting "The people want to liberate the country!"

Some held up banners with the names of those shot dead in protests: "We will not forget your spilled blood," they read.

In the Damascus suburb of Douma, protesters bore away a man whose leg had been amputated by what they said were snipers.

Abu Khalid said the army had concealed its tanks in buildings on the outskirts or in dugouts.

The Arab League mission has met with strong skepticism from the outset — over its makeup, its small numbers, its reliance on Syrian government legislators, and an initial assessment by its Sudanese chief that the situation was "reassuring." That comment was met with disbelief in the West Wednesday, but Friday Syria's ally Russia accused the League of "hiding the truth" by the public statements made by the chief of the mission (Sudanese General Mohammed) al-Dahi, who in the first of his visits went to the city of Homs ... the situation seems to be reassuring," Russia's Foreign Ministry said on its website.

However, Friday Dahi, whom some link to war crimes in Darfur in the 1990s, said the reports of his comments were "unfounded and not true."

TURN TO PAGE 10



Members from Arab League observers delegation visit a government building in Derna.

Syrians show discontent to monitors

FROM PAGE 1

a mission statement said. Another Arab League monitor told an angry crowd that his team's job was only to observe, not to help them remove the president they have been rebelling against for nine months, live video on Al-Jazeera showed Friday.

"Our goal is to observe ... it is not to remove the president, our aim is to return Syria to peace and security," he said, speaking over a loudspeaker from a podium at a mosque filled with protesters in the Damascus suburb of Douma. But the observer, who did not give his name, said he promised to convey the protesters' sufferings.

"From what I have heard there is blood being shed," he said. "That is for sure."

Activist video from Homs over the months has depicted a trail of death and destruction sown by the military.

The monitoring teams have encountered a range of problems, from hostility when they turn up under army escort to random gunfire, shouting mobs and communications breakdowns.

An Arab League member from a Gulf State played down expectations for the mission, which has no peacekeeping mandate. Even if its report turned out to be negative, it would not "act as a bridge to foreign intervention" but indicate that "the Syrian government has not implemented the Arab initiative," the delegate said.

The commander of the anti-government Free Syrian Army told Reuters its fighters had been ordered to stop offensive operations pending a meeting with Arab League delegates. — *The Daily Star, with Reuters, AFP*

Doctors risk lives to save patients

MEDICAL PERSONNEL TREATING THE INJURED SEEN AS FAIR TARGETS BY SECURITY FORCES

By ALEXANDRA ZAVIS

Beirut The young doctor got the call early in the morning. Troops were storming a neighbourhood in the strife-torn Syrian city of Homs, and there was no one to treat the wounded.

"It was like a war," said the doctor, who asked to be identified by a nickname, Abu Abdul. That September day, he said, his covert medical team worked for 12 hours straight, applying bandages to gaping wounds, extracting bullets and inserting IV lines into about 20 patients as gunfire and explosions echoed around them.

When it was over, he said, he stepped into a shower to wash off the blood and cried for more than an hour. Abu Abdul is one of dozens of volunteers in Homs and other opposition strongholds who treat victims of a government crackdown that has turned hospitals into instruments of repression, human rights groups say.

They work out of secret, makeshift clinics in mosques and homes in neighbourhoods where protests take place almost daily. Activists say many wounded protesters refuse to be taken to public hospitals, where they fear they will be abused and arrested if they show up with bullet or shrapnel wounds. Authorities say they have nothing to fear.

But a report prepared for the United Nations Human Rights Council alleged that patients taken to the military hospital in Homs were tortured and killed by security forces dressed as doctors, apparently with the complicity of medical personnel. A guard who used to work at the hospital told Human Rights Watch that wounded protesters would be unloaded in a yard next to the emergency area where staff members would be waiting.

Targets
"Everybody would start beating them, including doctors and nurses," he said. A patient who was treated there told the group that nurses switched up a bayonet wound to his back without anaesthesia. Guards then took him to a detention facility on the premises, where he said he saw one of them heat a metal rod on a gas heater



Heavy odds
A Syrian doctor (left) treats civilians wounded by Syrian army shelling in the Baba Amir area in Homs province. Dozens of volunteers in Homs and other opposition strongholds who treat victims of a government crackdown that has turned hospitals into instruments of repression.

“Anyone who is treating the wounded is regarded ... carrying a gun against the regime... I saw medical staff beat patients... And when they are released, instead of being sent home, ... sent to detention.”

Ahmad
Member of Homs Revolutionary Council

“My dad saw him [young protester Safa who was taken to Barr hospital] in hospital... He was supposed to have an operation, but he was stable ... [but he vanished and body when found] It was horrific.”

Susie
Man's cousin reached in Montreal

and burn a patient on his genitals and the soles of his feet. Now those who treat the wounded have also become targets. This month, Dr Ebrahim Othman, who helped found an underground medical network in Damascus, the capital, was reported killed, prompting an outpouring of tributes on social networking sites for the 26-year-old dubbed “the doctor of the revolution.”

Opposition activists said Othman was wanted by the authorities and came under fire as his driver tried to evade a checkpoint near the Turkish border. Video purporting to show Othman's body was posted on YouTube. The authenticity of the video could not be independently verified. Witnesses and rights groups say those who try to help wounded protesters frequently come under fire, charges denied by the

authorities, who say armed terrorists are mixing in with peaceful demonstrators. A Red Crescent worker was killed and two severely injured when their ambulance was ambushed from four directions as they transported a man shot in Homs on September 7, Human Rights Watch reported.

“Anyone who is treating the wounded is regarded as if they are carrying a gun against the regime,” said a member of the Homs Revolutionary Council who coordinates supplies for the city's clandestine clinics. The young man, who gave his name as Ahmad, is a medical student who said he worked at a government facility as part of his training. “I saw medical staff beat patients,” he said. “And when they are released, instead of being sent home, they are sent to detention.”

Even private hospitals

aren't considered safe. In August, a young protester named Safa was taken to the Barr hospital in Homs with shrapnel wounds from an explosion. “My dad saw him in hospital,” said the man's cousin Susie, who was reached in Montreal. “He was supposed to have an operation, but he was stable.”

Empty bed

The next day, she said, his bed was empty. No one could tell the family where he had been taken. Weeks later, the family received a call to collect his corpse from the Homs military hospital. Video of the body showed burns, bruises and gashes that left bone exposed. “It was horrific,” said Susie, who asked that their last names be withheld to protect family members in Syria. “It's supposed to be safe in hospitals.”

— Los Angeles Times

TROUBLED TIMES

Medics among most threatened

It's a huge challenge for makeshift clinics to operate

By ALEXANDRA ZAVIS

Homs When Abu Abdul, a doctor, returned home in May after completing his medical studies abroad, he said, family and neighbours in Homs' Old City were overjoyed to see him. Two weeks earlier, security forces had fired on thousands of protesters. Abu Abdul learned from his father that “a lot of them died in front of his eyes and he cried because I [was] not there to help them”.

The doctor set up three makeshift clinics in abandoned homes in and around his neighbourhood, which was then relatively safe but bordered holed-up of opposition. They were staffed by volunteers, whom he trained in emergency first aid. Patients would arrive by car, motorcycle and bicycle and were treated on the floor, he said.

At first, all he had were bandages and gauze to try to stop the bleeding. But as he got to know others doing this kind of work, he said, he was able to get hold of basic surgical supplies, such as needles and scalpels. Still, he said, there were many times when he did not have the equipment he needed.

“It's a big injury, we can't do anything,” he said. “We just watch them die. It's very hard.” As troops started making inquiries about him, he moved from safe house to safe house, grateful to have so many friends. One evening, he heard a bullet whistle past his car as he was working on a patient.

Raid

The next day, he said, security forces raided the area looking for doctors, including the doctor who was treating protesters. Abu Abdul escaped, but all of his clinics were found and destroyed, he said. A few weeks ago, secessionist forces caught up with the doctor. He was detained and questioned for two days. He said his interrogators



Narrow escape
A wounded Syrian protester recovers at a hospital in the northern Lebanese area of Akkar.

accused him of treating people who had suffered weapons injuries. “I'm a doctor,” he told them. “My job is to help people; so what is the problem?” To his surprise, he was released. But he is convinced that it is only a matter of time before he is killed. When he and his family say goodbye to each other, he said, “we mean it.”

Storage areas

Homs now has makeshift clinics in most areas where protests take place. They are concealed in basements, storage areas and apartments. But where the violence is too intense, the only treatment is provided by field volunteers equipped with basic first aid kits. The clinics are financed by doctors. Supplies are smuggled in regularly from abroad, but getting them to the clinics is difficult. Anyone found with medical equipment in his vehicle is subject to arrest. There are constant shortages of blood and sterilised instruments.

Patients with more serious injuries are sneaked across the border to hospitals in Lebanon through the same smuggling networks that bring in medical and other supplies.

— Los Angeles Times

Detachment gives Al Assad nerve to continue

President believes he cannot take decisions based on emotions, and has to be cold and calculated

Beirut (Bloomberg) Ten months into Syria's unrest, those who know President Bashar Al Assad say there's good reason he has outlasted other leaders threatened by the Arab Spring uprisings: stone-hearted detachment.

This trait was evident to the public when the Syrian president broke his silence and gave an interview to ABC News, broadcast December 7, in which he refused to accept responsibility for the violence, according to a former friend, Abdul Nour, who first met Al Assad as a college student in 1984.

Al Assad “lives in a cocoon” and opts not to see the reports of torture and killings alleged to have occurred since mid-March, when the protests began, Abdul Nour said in an interview. “He wants to deal with things with a cool mind,” he said.

As the death toll in Syria passed 5,000, according to United Nations estimates, the international community is increasing economic and political pressure on Al Assad's government while showing support for the opposition. Amid this growing isolation, Al Assad's demeanour during the interview has prompted Western



Another victim
An image grab from an amateur video release shows a dead child being placed on the bonnet of an Arab League vehicle as monitors visit Homs in Syria.

other than Al Assad — including members of the Mukhabarat, the dozen branches of Syria's security and intelligence agencies — are making decisions about the harshness of the violence.

“Power at the top in Syria is compartmentalised,” Leisch said in an emailed

Lesch said he caught a glimpse of this when he was detained in 2007 during a visit to Damascus to meet the president.

In father's footsteps

“I basically told him that he needs to get more control over the Mukhabarat, because it would could

embark on his university studies and a medical degree. Then, his brother Bassel was the heir. After Bassel was killed in a car crash in 1994, Al Assad disappeared for more than a year. Upon his return, Abdul Nour said, the shy, pleasant, even delicate man he had known at Da-

a media and public policy consultant, 47, said in a phone interview. “After he became president, when people showered him with compliments and inflated his ego, he became totally different.”

Robert Danin of the Council on Foreign Relations in Washington, who met Al Assad in 2003 and 2004, said that in both those meetings the president “displayed uncanny patience when confronted with allegations of his regime's utter brutality.”

Incident

“Most people would push back strongly to charges of murder, torture and state-sponsored terrorism, but Al Assad's responses were calm, deliberate and mild, as if he had just been asked why he doesn't pay his parking tickets,” Danin said.

Abdul Nour recalled an incident in 2000, shortly after Al Assad succeeded his father as president, involving a child who had been painfully injured and needed medical attention. Abdul Nour, who ended his friendship with Al Assad in 2004, said he told the Syrian leader that the sight of the child in pain had made him want to cry.

“He got angry?” Abdul



NEW PATRIOTIC SYMBOLS

Protesters look to past for inspiration and models

They not only want new regime but also a new flag to symbolise independence

BY BORZOU DARAGAH

Beirut Syrian protesters not only want a new regime in Damascus, they also want a new flag — and one that bluntly rejects the political and ideological order established by Arab nationalist leaders decades ago.

During street protests throughout the country, they are spurning the tricolour red, white and black flag that served as the template for Arab nationalist movements led by military officers in Egypt, Syria, Iraq and Yemen in favour of the green, white and black flag adopted by Syria after its independence from France.

“They used the [red, white and black] Syrian flag on the tanks that killed us,” said Mohammad, an activist from the besieged city of Homs. “We don’t feel any attachment to a flag used on tanks that came to occupy our cities. It does not represent us any more.”

Syria first began using the so-called “independence” flag in the 1930s as it was struggling to be free from France. Its three red stars represented the Ottoman districts of Damascus, Aleppo and Deir Ezzor that made up the newly coalescing state.

President Bashar Al Assad’s father Hafez and his fellow Baath party military officers established the current red, white and black flag as Syria’s official emblem after a 1963 coup, modifying it again in 1980.

Syrian opposition leaders say activists decided more than a month ago to adopt the independence flag in an attempt to find new symbols to separate the country and its history from 40 years of Baath party rule. In video footage of protests posted to the internet, the contemporary Syrian flag is hardly visible.

Turning away

“The flag that Bashar’s regime and the army are using now must be different from the ones used by the revolutionaries,” said Khalid Kamal, an official of the Syrian National Council, an umbrella organisation. “We are using the old flag because it symbolises independence. It’s a symbol of independence and the end of the [Al] Bashar regime.”

The adoption of the flag also suggests an increasingly radical turn for



Reuters

Radical turn

Above: Syrian protesters participate in an anti-regime rally with the new flag in Homs on Friday. Below: Supporters of Syria’s President Bashar Al Assad carry the old flag during a pro-regime rally at Al Sabaa Bahrat square in Damascus earlier last month.



Reuters

an opposition movement that began last March with simple demands for more accountability on the part of the security forces.

Libya’s revolutionaries also fought against Colonel Muammar Gaddafi under the monarchy-era flag that predated his rule. Indeed, the opposition movements that fuelled the Arab uprisings during 2011 have turned away from the entire era of ideologically driven Arab nationalism that followed the second world war.

For new models and inspiration they often look to the past, including the Ottoman era and the decades preceding the establishment of the Arab nationalist regimes heralded by the rise in Egypt of Jamal Abdul Nasser in 1952.

“Man,” said Mohammad, the activist, “we want to go back to 1950 in everything: the flag, the constitution.”

— *Financial Times*

A new endgame in Syria

The end of 2011 for Syrians protesting against President Bashar Al Assad may not have brought the change they hoped for but their resolve to continue their movement into next year remains strong. Undeterred by the continued killings despite the presence of the Arab League monitors currently in the country to assess the ground situation, Syrian activists called for mass rallies on Friday. They are obviously determined to provide first hand testimony of the government's brutal repression to the visiting team of observers.

So far the observers headed by Sudanese veteran General Mustafa Al-Dabi have not raised much hue and cry. In fact, General Dabi's initial views of the situation, which he called "reassuring so far" has disappointed the opposition alliance, the Syrian National Council. The opposition while cognisant of the government's plans to control the observers' movements to prevent them from witnessing the reality is still hopeful of bringing truth to light. The observers' mission is the first step in the implementation of the Arab League plan aimed at ending the strife. Its importance cannot be undermined for its findings are to form the basis of the enactment of the League's plan to end the fighting and pave the way for negotiations. This is hardly achievable until both the government and the opposition

Both Assad and the opposition need to back down for a truce to be implemented

backed by the Free Syrian Army put down arms and agree to talk. While the opposition's fears of the observers' mission being sabotaged by Assad cannot be dismissed, recent events have proven that the situation is transparent enough for them to form an independent judgment. For one the violence has continued as have the protests. But the worrisome factor is how easily the determined stand on either side could further raise the stakes in this bloody fight that shows no signs of abatement.

However, with regional and international focus turned on Syria, Assad's decision to allow the observers as part of the agreement to end the implosive crisis is a breakthrough. While hell bent on crushing dissent, Assad cannot be unaware of his isolation and loosening grip on power. It is this very fact that may have forced him to agree to the plan in the first place. It is therefore hoped that Assad steps back from his maximalist position and makes the move towards a political settlement.

Anti-Assad groups close ranks

Syrian opposition parties sign deal in Cairo on the modalities of transition

DAMASCUS — Syria's opposition, hoping to topple President Bashar Al Assad, has charted a transitional period, as more civilians died in a regime crackdown despite the presence of peace monitors.

At least 32 civilians were killed on Friday, including 25 who were shot dead by Syrian forces who opened fire on massive protests that rocked the country while Arab League observers toured flash-points, a watchdog said.

The Syrian Observatory for Human Rights also reported that Syrian forces used "nail bombs" to disperse anti-regime rallies, and fired live ammunition, tear gas and stun grenades at tens of thousands of pro-democracy protesters.

In Cairo, headquarters of the Arab League, the opposition Syrian National Council (SNC) and the National Coordination Body for Democratic Change in Syria (NCB) inked a deal late Friday as they eye a post-regime transition.

An English language statement from the NCB said the deal "sets out the political and democratic rules for the transitional period," should Assad be ousted by a pro-democracy uprising that erupted in March. The accord also "determines the important parameters for Syria's future which aspire to ensure that the homeland and every citizen's rights are treated with dignity, and for the foundation of a civil democratic state."

NCB chief Hassan Abdel Azim said the agreement is designed to fend off a Libya-style foreign military intervention in Syria and protect civilians suffering from the wrath of Assad's autocratic regime.

The UN estimates that more than 5,000 people have been killed in a government crackdown on dissent since March. Assad's government insists the violence has been instigated by "terrorist armed gangs" with foreign help.

On Friday, responding to calls by Internet activists, tens of thousands of Syrians flooded the streets across the country to make their voices heard by the Arab observers.

"We urge you to make a clear distinction between the assassin and the victim," activists of the Syrian Revolution 2011 said on their Facebook page. "Our revolution which was launched nine months ago is peaceful," they said. The United Nations said it expects Syrian authorities to grant unfettered access to the hard-won Arab observer mission which they only agreed to after weeks of pre-variation.

"It is critical that the observer mission be given unhindered access and full cooperation by the government of Syria, and that its independence and impartiality be fully preserved," UN spokesman Martin Nesirky said.

According to the Britain-based Observatory monitors visited Idlib, Hama, Daraa and the Homs neighbourhood of Baba Amro on Friday. State media said they also went to Hama and spoke to wounded people in a government hospital.

Jordan, meanwhile, announced



Demonstrators protest against Bashar Al Assad in Kafranbel near Adlib on Friday. — Reuters photos

Filipino diplomat flying to Syria

MANILA — Philippine Foreign Secretary Albert del Rosario says he will fly to Syria to oversee the evacuation of thousands of Filipino workers amid escalating violence there.

Del Rosario said on Sunday he planned to leave as early as Saturday to seek the help of Syrian officials in ensuring the safety of more than 4,000 Filipinos and get their assistance

to immediately evacuate them. Officials say the Philippine Embassy helped 56 Filipinos to flee Saturday. Nearly 500 Filipinos have fled since a political crisis erupted in Syria in March.

The UN says more than 5,000 people have died as President Bashar Assad's government tried to crush protests. The Philippines is one of the world's largest labor exporters. — AP

“A common political vision is needed to ensure a total change in Syria and achieve the goals of the peaceful revolution to avoid the dangers

Hassan Abdel Azim



Demonstrators march against Assad through the streets of the Baba Amr neighbourhood of Homs

that a team of judges and military experts will join the mission as soon as Amman gets the go-ahead from the Arab League, Ad-Dustour newspaper reported quoting Information Minister Rakan Majali.

The 12-strong team chosen by Amman comprises judges, army officers and experts in peacekeeping, said Majali whose country has a history of involvement in UN peacekeeping operations. A first team of 50 observers arrived Monday in Syria and have since visited several flashpoint cities and towns that have seen a deadly crackdown on anti-regime protesters.

The mission is part of an Arab plan endorsed by Syria on November 2 that calls for the withdrawal of the military from towns and residential districts, a halt to violence against civilians and the re-

lease of detainees. The mission, led by a Sudanese veteran intelligence officer, is expected to grow to number 150-200 monitors.

The mission has been the focus of controversy, with some opposition members unhappy with the choice of veteran Sudanese military intelligence officer General Mohammed Ahmed Mustafa al-Dabi to head it.

Dabi this week ruffled opposition feathers by saying Syrian authorities were so far cooperating with the mission and by describing his visit to Homs as "good."

The opposition, which has welcomed the observer mission, said the deal signed on Friday was aimed at closing ranks to fend off foreign military intervention in the country. "Opposition factions inside and

outside Syria must unite their efforts," NCB chief Hassan Abdel Azim said in Damascus.

"A common political vision is needed to ensure a total change in Syria and achieve the goals of the peaceful revolution to avoid the dangers of foreign military intervention," he added. The agreement is to be "deposited as an official document with the Arab League" on Sunday by the SNC, whose members include liberals and the banned Muslim Brotherhood, and the NCB, an umbrella group of independent, socialist and Kurdish figures.

Meanwhile the Philippine foreign minister, Albert del Rosario, was to fly late Saturday to Syria to help speed up the repatriation of some 5,000 Filipinos, his office said in a statement. — AFP



An Arab League observer (right) speaks with protesters in Adlib

The National (EAU / UAE)

Syria's opposition sign 'unity' deal

Draft document was signed in Cairo while violence continues

Bassem Mroue

BEIRUT // Syria's two largest opposition groups signed an agreement setting up a democracy after president Bashar Al Assad's regime falls, opposition figures said yesterday.

The move is so far the most serious by the fractured opposition to unite against the regime and shows that Mr Al Assad's opponents will accept nothing less than his departure from power.

Burhan Ghalioun, the leader of the Syrian National Council (SNC), and Haytham Manna of the National Coordination Body for Democratic Change in Syria (NCB), signed the draft in Cairo on Friday night, according to an NCB statement and Omar Idlibi of the SNC.

Syria's uprising began in March, inspired by other Arab Spring revolts. The United Nations claims more than 5,000 people have died

as the government has sought to crush the revolt.

On Tuesday, scores of Arab monitors, who were the first that Syria has allowed into the country during the uprising, began their work on the ground visiting hot spots around the country. They were supposed to ensure the regime complies with terms of the Cairo-based 22-member Arab League's plan to end Mr Al Assad's crackdown on dissent.

Despite the observers' presence, regime forces have continued their crackdown. At least six people were killed in attacks on protests yesterday, including one in Damascus, according to the Local Coordination Committees, an activist group. A day earlier, at least 27 were killed.

An amateur video released on Friday showed an observer telling protesters in the southern city of Daraa, where the uprising began, that he saw snipers with "our own eyes and we call upon [Syrian] authorities to withdraw them". The observer, wearing an orange jacket and speaking with a north African Arab accent, is heard saying if they snipers were not withdrawn within 24 hours "there will be other measures".

The reports of death tolls could not be verified since journalists' activities have been restricted by authorities.

The agreement between the opposition coalitions, a copy of which was obtained by the Associated Press, says both groups reject any foreign military intervention in Syria and call for the protection of civilians by all legitimate means in the framework of international laws.

It also said that as soon as Assad's regime falls a "transitional period" will begin by preserving all state institutions then drafting a new constitution that guarantees a "civilian pluralist parliamentary democratic system". Then elections for a new parliament and president would be held.

The draft also says that all Syrian citizens are equal and the country's Kurdish minority is a "fundamental and historic" part of Syria's national structure. It also calls for "liberating Syrian territory", an apparent reference to the Golan Heights, occupied by Israel since 1967.

The two umbrella groups, the SNC and NCB, arose after the revolt began in March as activists and the

opposition tried to organise their ranks against Mr Al Assad. The national council has been the more active of the two abroad, with Mr Ghalioun meeting international leaders in a bid to build support. The NCB has organised opposition conferences inside Syria, suggesting it has a stronger presence on the ground.

The Syria-based head of the NCB, Hassan Abdul Azim, said the aim is to have a "united opposition inside and outside the country" making it a more active force.

"The opposition, inside and outside the country, agree that this regime should go and a new democratic system be set up," said Abdul Azim, one of the most prominent dissidents inside Syria.

His group adopted the draft agreement. The SNC's Mr Ghalioun signed the agreement but the membership of the group must still formally adopt it, though the SNC's Mr Idlibi said he expects that will happen without any changes. The groups said they will hand an official copy to the Arab League secretary general Nabil Elaraby in Cairo today.

★ Associated Press

China Daily



REUTERS

Demonstrators in opposition to Syria's President Bashar al-Assad parade through the streets after Friday prayers in the Baba Amr neighborhood of Homs on Friday.

Syrians hold huge rallies in support of govt

DAMASCUS, Syria — Syrians gathered in the main squares across the country on Friday in an effort to show solidarity with the government and express opposition to foreign intervention in their own national affairs.

According to the official SANA news agency, massive crowds of citizens, chanting pro-government slogans, took to the streets and gathered in landmark squares in cities such as the capital Damascus, Aleppo, Homs and Tartous.

Some demonstrators told local TV stations that they aimed to show the world their determination to face up to all the pressures imposed by

some Western countries and to end the country's months-long crisis in their own way.

Some denounced the biased reports by certain media which were in fact "lies and fabrications", about the real situation in Syria.

The participants hoped the Arab League (AL) observers, who are currently in the country's major cities for ground monitoring, will "be credible and professional in conveying the facts of what the terrorist groups are perpetrating of killing innocents, terrifying people and sabotaging public and private properties," SANA reported.

As the gathering went

on, major Syrian cities like Damascus beefed up their security inspections on Friday, with more armed policemen and checkpoints on the roads than usual.

Opposition gatherings

Hundreds of thousands of people also took to the streets in a display of defiance to show the AL observer mission the strength of the opposition movement.

In a further attempt to appeal to the monitors, opposition troops who have broken away from the Syrian army said they have halted attacks on government forces to reinforce the opposition's conten-

tion that the uprising against Assad is a peaceful movement.

While opposition activists are deeply skeptical of the observer mission, they said the outpouring of demonstrators across Syria underscores their wish to make their case to the foreign monitors and take advantage of the small measure of safety they feel they brought with them.

The nearly 100 AL monitors are the first that Syria has allowed into the country during the uprising, which began in March. They are supposed to ensure the government complies with terms of AL's plan to end Assad's crackdown. The UN said more

than 5,000 people have died as the government has sought to crack down on the revolt.

The observers began their mission on Tuesday in Homs, often referred to by many Syrians as the "Capital of the Revolution". Since then, they have fanned out in small groups across Syrian provinces, including the restive Idlib province in the north, Hama in the center and the southern province of Daraa, where the revolt began.

The orange-jacketed observers have been seen taking pictures of the destruction, visiting families of victims and taking notes.

ASSOCIATED PRESS